

## Règlement

Création d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Sainte-Méneould

Novembre 2013

### **Méthodologie pour lire le règlement :**

- Les mots en rouge sont définis dans le glossaire.
- Les paragraphes en vert sont ceux qui énoncent les règles de l'AVAP prenant en considération le développement durable.
- Les paragraphes en violet doivent faire l'objet d'une discussion du groupe de travail.

## 1. La protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

5

- 1.1 - Le cadre législatif
- 1.2 - Le contenu du dossier
- 1.3 - Mode d'emploi du règlement

## 2. Dispositions générales

7

- 2.1 - La portée de l'AVAP
- 2.2 - Effets sur les périmètres de protection autour des Monuments Historiques
- 2.3 - Effets sur les sites classés et les sites inscrits
- 2.4 - Archéologie
- 2.5 - Effet sur le régime de la publicité extérieure et enseignes
- 2.6 - Effet sur le PLU
- 2.7 - Régime d'autorisation des travaux
- 2.8 - Travaux devant faire l'objet d'une demande d'autorisation
- 2.9 - Contenu de la demande d'autorisation
- 2.10 - Instruction des demandes
- 2.11 - Démolition
- 2.12 - Arrêté de péril
- 2.13 - Portée du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation du sol

## 3. Le périmètre et les secteurs de l'AVAP

14

## 4. La servitude de protection des 500 mètres

16

## 5. Les prescriptions applicables au secteur 1

17

### 5.1 - La protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

### 5.2 - Les constructions existantes

17

#### 5.2.1 - Les principes généraux

- 5.2.1.1 - Les objectifs environnementaux
- 5.2.1.2 - L'implantation des constructions
- 5.2.1.3 - L'aspect extérieur des constructions
- 5.2.1.4 - Modification de volumes, extensions, surélévation
- 5.2.1.5 - Restauration et entretien – principes généraux

#### 5.2.2 - Les toitures

- 5.2.2.1 - Les Immeubles de Qualité Architecturale (IQA)
- 5.2.2.2 - Les matériaux
- 5.2.2.3 - La pente
- 5.2.2.4 - Les combles
- 5.2.2.5 - La charpente
- 5.2.2.6 - Les toitures à la Mansart
- 5.2.2.7 - Les surélévations
- 5.2.2.8 - Les souches de cheminée
- 5.2.2.9 - Les gouttières
- 5.2.2.10 - Les lucarnes
- 5.2.2.11 - Les châssis de toit et les verrières
- 5.2.2.12 - Les interventions énergétiques
- 5.2.2.13 - Les panneaux solaires

### **5.2.3 - Les façades**

5.2.3.1 - Les modénatures

5.2.3.2 - Les maçonneries

5.2.3.3 - Les façades en briques

5.2.3.4 - Les façades en pierres

5.2.3.5 - Les façades en pierres apparentes

5.2.3.6 - Les façades en pierres meulières

5.2.3.7 - Les façades en pans de bois

5.2.3.8 - Les façades en bardage bois

5.2.3.9 - Les performances énergétiques

### **5.2.4 - Les enduits**

### **5.2.5 - Les percements et ouvertures**

5.2.5.1 - Les Immeubles de Qualité Architecturale (IQA)

5.2.5.2 - Les immeubles en pans de bois

### **5.2.6 - Les menuiseries**

5.2.6.1 - Les fenêtres

5.2.6.2 - Les volets

5.2.6.3 - Les portes d'entrée

5.2.6.4 - Les porches

5.2.6.5 - Les portes de garages

5.2.6.6 - Les performances énergétiques

### **5.2.7 - Les ferronneries**

### **5.2.8 - Les murs de clôture existants**

### **5.2.9 - Les autres clôtures**

### **5.2.10 - Vues et perspectives**

### **5.2.11 - Les ouvrages techniques**

## **5.3 - Les constructions nouvelles et extensions**

27

### **5.3.1 - Les objectifs environnementaux**

### **5.3.2 - Implantation sur voie**

### **5.3.3 - Continuité du bâti**

### **5.3.4 - Hauteur**

### **5.3.5 - Toitures**

### **5.3.6 - Façades**

### **5.3.7 - Menuiseries**

5.3.7.1 - Porte de garages

### **5.3.8 - Clôtures**

### **5.3.9 - Extensions**

### **5.3.10 - Annexes et garages**

### **5.3.11 - Abris de jardin**

### **5.3.12 - Jardins et espaces verts**

### **5.3.13 - Cours et surfaces de stationnement**

## **5.4 - Prescriptions applicables aux espaces publics**

31

### **5.4.1 - Tracé et caractère des espaces publics**

### **5.4.2 - Matériaux et traitement des sols**

### **5.4.3 - Plantations**

### **5.4.4 - Les éléments isolés d'architecture de qualité**

### **5.4.5 - Le mobilier urbain, l'éclairage public et la signalétique**

### **5.4.6 - Les réseaux**

## **5.5 - Les devantures commerciales**

33

**5.5.1 - Insertion à la rue et à la place**

**5.5.2 - Insertion à l'immeuble**

**5.5.3 - Vitrine avec ou sans devanture**

**5.5.4 - Les enseignes**

**5.5.4.1 - Les enseignes parallèle à la façade**

**5.5.4.2 - Les enseignes en potence ou en drapeau**

**5.5.4.3 - Les enseignes au sol ou sur clôture**

**5.5.5 - Les terrasses commerciales**

## **5.6 - Equipements techniques et nouvelles technologies**

36

**5.6.1 - Coffrets de branchement et de coupure**

**5.6.2 - Branchement**

**5.6.3 - Boîtes aux lettres**

**5.6.4 - VMC et chaudières à ventouse**

**5.6.5 - Équipements de réception**

**5.6.6 - Les échangeurs de chaleur, les climatiseurs, les capteurs solaires, panneaux photovoltaïques et éoliennes**

## **5.7 - Prescriptions applicables aux plantations**

37

## **5.8 - Prescriptions applicables aux bâtiments publics**

38

# **6. Prescriptions applicables au secteur 2**

39

**6.1 - Occupation du sol**

**6.2 - Accès et voirie publics ou privés**

**6.3 - Implantation des constructions**

**6.4 - Hauteur des constructions**

**6.5 - Aspect extérieur des constructions**

**6.6 - Clôtures**

**6.7 - Abris de jardin**

**6.8 - Plantations**

**6.9 - Jardins et espaces verts**

**6.10 - Vues et perspectives**

# **7. Glossaire illustré**

42

# 1. LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL, URBAIN ET PAYSAGER

## 1.1 - CADRE LEGISLATIF

Démarche partenariale de reconnaissance culturelle entre l'Etat et la commune, document contractuel d'aide à la décision pour les élus et mode de gestion consensuel du territoire, l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) est une servitude d'urbanisme en accompagnement du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'AVAP a pour objectif de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces.

Elle comprend :

- Un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental ainsi qu'un rapport de présentation qui exposent les motifs et les objectifs relatifs à la création de l'AVAP et les particularités historiques, patrimoniales, architecturales, urbaines et environnementales et paysagères du territoire retenu.
- Un règlement avec des prescriptions et recommandations à prendre en compte pour l'établissement des projets afin d'assurer une bonne gestion et une mise en valeur des éléments patrimoniaux identifiés.
- Un périmètre correspondant à la délimitation de la zone protégée incluant les éléments identifiés du patrimoine à préserver dans une perspective architecturale, urbaine et paysagère.

## 1.2 - CONTENU DU DOSSIER

L'AVAP s'applique sur une partie du territoire communal, délimitée sur les documents graphiques sous l'appellation de « périmètre de l'AVAP ».

Le dossier comprend :

- Le diagnostic architectural, patrimonial et environnemental et le rapport de présentation qui exposent les spécificités et particularités du site urbain et du site naturel. Ils justifient les mesures de protection adoptées.
- Le plan de délimitation indiquant les secteurs du périmètre de l'AVAP.
- Le présent règlement.

Le présent règlement de l'AVAP est indissociable du document graphique dont il est le complément.



### 1.3 - MODE D'EMPLOI DU REGLEMENT

Le présente règlement est composé de 7 chapitres.

#### **1. La protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.**

Ce chapitre pose le cadre législatif du projet de l'AVAP de la Ville de Sainte-Ménehould. Il précise les pièces écrites et graphiques qui composent le dossier de l'AVAP et apporte un mode d'emploi du présent règlement.

#### **2. Les dispositions générales de l'AVAP**

Ce chapitre pose le cadre juridique du projet de l'AVAP de la Ville de Sainte-Ménehould.

#### **3. Le périmètre de l'AVAP ses secteurs**

Ce troisième chapitre décrit le périmètre de l'AVAP de Sainte-Ménehould.

#### **4. La servitude de protection des 500 mètres.**

Ce chapitre précise la nouvelle réglementation vis-à-vis du périmètre des 500 mètres.

#### **5. Les prescriptions applicables au SECTEUR 1**

Ce sont les règles architecturales, urbaines, environnementales et paysagères applicables sur le périmètre de l'AVAP. Elles sont énoncées pour les constructions existantes et nouvelles.

#### **6. Les prescriptions applicables au SECTEUR 2**

Ce sont les règles énoncées pour le secteur naturel de l'AVAP.

#### **7. Glossaire illustré**

Quelques mots ont été définis afin de permettre une meilleure compréhension du présent règlement. Les mots que l'on retrouve dans le glossaire sont en **bleu** dans le texte du règlement.

## 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1 - La portée de l'AVAP

La loi du 7 janvier 1983 complétée par la loi du 8 janvier 1993 en créant les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (devenues Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine par la Loi du 12 juillet 2010 dite du Grenelle II de l'Environnement) a répondu essentiellement à trois objectifs :

- adapter la servitude des abords des monuments historiques aux circonstances de lieux et lui donner un corps de règles, ainsi qu'aux sites inscrits,
- améliorer la protection du patrimoine urbain et paysager,
- donner aux communes un rôle actif et responsable dans la gestion et la mise en valeur de leur patrimoine.

Comme la servitude des abords de monuments historiques et celle des sites inscrits, l'AVAP est une servitude d'utilité publique. Elle ne remplace pas le PLU, mais vient le compléter (au titre des annexes et servitudes d'utilités publiques).

L'AVAP détermine donc un périmètre et des modalités de protection et de mise en valeur adaptés aux caractéristiques du patrimoine local qui s'appliquent à l'intérieur de ce périmètre et qui s'appliquent à l'intérieur de ce périmètre.

### 2.2 - Effets sur les périmètres de protection autour des monuments historiques

Quelle que soit la localisation du monument au sein ou hors du périmètre de l'AVAP, la création de l'AVAP a pour effet de suspendre l'application de la servitude des abords des monuments historiques sur le territoire de celle-ci. Au-delà, des parties résiduelles de périmètres d'abords continuent de s'appliquer.

Dans cette mesure, il peut y avoir lieu de délimiter l'AVAP de manière à réduire au minimum ces parties résiduelles. Il peut aussi être envisagé de rectifier voire de supprimer ces parties résiduelles par une procédure de périmètre de protection modifiée en application de l'article L.621-30-1 du code du patrimoine.

En cas de transformation d'une ZPPAUP en AVAP, la création de cette dernière implique que la servitude au titre des abords redevient applicable en dehors de l'aire sans besoin de procédure particulière autre qu'une notification du préfet auprès des collectivités intéressées en vue, le cas échéant, de la mise à jour du PLU (annexe servitudes).

Dans ce cas, comme dans le cas d'absence de transformation d'une ZPPAUP en AVAP, il sera, dans la plupart des cas, opportun de réévaluer le dispositif des abords et de conduire une démarche de périmètre de protection modifiée. Cette démarche s'effectue par procédure de PLU lorsque l'élaboration ou la révision de celui-ci est conjointe à la création de l'AVAP.

### 2.3 - Effets sur les sites classés et les sites inscrits

La création d'une AVAP n'a aucun effet sur l'application des servitudes de sites classés dans lesquels les demandes d'autorisation de travaux sont soumises à déclaration ou à autorisation au titre du code de l'environnement.

En revanche, la création d'une AVAP a pour effet de suspendre, sur le territoire qu'elle concerne, l'application des servitudes de sites inscrits.



## **2.4 - Archéologie**

L'article L 531-14 du code du patrimoine régit les découvertes fortuites et la protection des vestiges archéologiques.

Il prévoit notamment que par suite de travaux ou d'un fait quelconque, la mise à jour d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire de la commune intéressée qui doit la transmettre au service régional de l'archéologie.

Les articles L 521-1 et suivants du code du patrimoine prévoient que des prescriptions d'archéologie préventive soient émises lorsque des projets publics ou privés affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. La prescription de ces mesures d'archéologie préventive est organisée par la communication des demandes d'autorisations d'urbanisme (ou de déclaration préalable), des déclarations de travaux d'affouillement et des projets de ZAC et d'aménagement soumis à étude d'impact, au Service Régional de l'Archéologie (SRA) – direction régionale des affaires culturelles de Champagne Ardennes (DRAC).

Concernant les dossiers de demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager) et les dossiers de ZAC, la consultation du SRA est réalisée à l'initiative de l'autorité compétente en matière d'urbanisme lorsque ces projets sont situés dans une zone de présomption de prescription, ou encore à l'initiative du maire de la commune ou du porteur de projet (pétitionnaire...). Hors des zones de présomption de prescription, les demandes de permis d'aménager pour des opérations de lotissement affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares, ainsi que les dossiers de ZAC affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares, sont systématiquement transmis au SRA pour instruction au titre de l'archéologie préventive.

Pour les dossiers d'aménagement ou de travaux soumis à étude d'impact et non soumis à autorisation d'urbanisme, leur transmission au SRA est automatique sur l'ensemble du territoire national.

Il ressort de ces dispositions qu'une zone de présomption de prescription délimitée par le Préfet de région provoque la saisie du SRA sur tous les dossiers d'urbanisme (permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager et ZAC). Cette consultation est alors de droit et automatique.

Dans tous les cas, cette consultation est opérée en complément de la transmission systématique des dossiers d'aménagement ou de travaux soumis à étude d'impact. Lorsqu'une prescription est édictée par le SRA, le projet objet de la demande d'autorisation d'urbanisme ou d'aménagement ne peut être mis en œuvre avant l'accomplissement de la prescription.

## **2.5 - Effet sur le régime de la publicité extérieure et enseignes**

Suivant l'article L. 581-8 du code de l'environnement, la publicité est interdite dans les AVAP.

Il peut être dérogé à cette interdiction par l'institution de zones de publicité restreinte ou de secteurs soumis au régime général fixé en application de l'article L. 581-9 du code de l'environnement.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont fixées par le code de l'environnement et ses textes d'application.

## **2.6 - Effet sur le Plan Local d'urbanisme**

Les AVAP, comme toutes les servitudes d'utilité publique, sont annexées aux PLU.

Une nouvelle obligation de cohérence a été introduite entre AVAP et PLU. L'AVAP doit désormais prendre en compte les orientations du PADD. Cette obligation répond au souhait d'une part, de ne pas faire de l'AVAP une servitude indépendante de la démarche d'urbanisme, d'autre part, d'associer l'approche environnementale de l'AVAP à celle du PLU, le PLU étant exposé aux mêmes objectifs de protection environnementale et de développement durable.

Le PADD n'émettant que des « orientations générales d'aménagement et d'urbanisme », le rapport que doit entretenir l'AVAP avec ce dernier est un rapport non de conformité mais de compatibilité. A défaut, il est prévu, l'application de la procédure mentionnée à l'article L.123-16 du code de l'urbanisme.

Cette mise en compatibilité concerne également, en tant que de besoin les dispositions réglementaires du PLU.

Il est recommandé de ne pas faire usage dans le périmètre de l'AVAP des possibilités de protection offertes par le 7 de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, ni du R.111-21, la qualification des protections devant relever de l'AVAP qui leur est dédiée.

## **2.7 - Régimes d'autorisation de travaux**

Tous les travaux en AVAP, sauf ceux concernant les monuments historiques classés, sont soumis à une autorisation préalable en vertu des dispositions de l'article L.642-6 du code du patrimoine. Les régimes d'autorisation de travaux sont :

- soit l'autorisation d'urbanisme en application du code de l'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir),
- soit l'autorisation spéciale en application du code du patrimoine.

En AVAP, comme c'était le cas en ZPPAUP depuis la réforme des autorisations de travaux entrée en vigueur le 1er octobre 2007, tout dossier de demande d'autorisation de travaux contient impérativement une notice présentant la description des matériaux qu'il est envisagé d'utiliser ainsi que les modalités d'exécution de ces travaux. Cette obligation prévue en droit de l'urbanisme pour les travaux en AVAP soumis à formalité au titre du droit de l'urbanisme (articles R.431-14 (PC) et R.431-36 (DP) du code de l'urbanisme) a été étendue par l'article D.642-14 du code du patrimoine aux projets de travaux soumis à autorisation préalable en application de l'article L.642-6 du code du patrimoine.

Tous les travaux de démolition en AVAP sont soumis à permis de démolir en application de l'article R.421-28 du code de l'urbanisme sous réserve des dispenses prévues à l'article R.421-29 du même code.

Une déclaration préalable pour un projet de travaux comportant des travaux de démolition est radicalement irrecevable. Un tel dossier s'il a été transmis à tort à l'ABF par le maire est immédiatement renvoyé à l'autorité compétente sur ce motif.

## **2.8 - Travaux devant faire l'objet d'une demande d'autorisation**

Tous travaux ou toute intervention, tendant à modifier l'aspect extérieur d'ouvrages et d'immeuble nu ou bâti, situé dans le périmètre de l'AVAP, sont soumis à autorisation préalable.

- démolition ou construction de bâtiments
- transformation ou modification de bâti existant
- travaux de peinture ou de couverture
- aménagement d'abords de jardin ou de cour y compris revêtements de sol et plantations
- construction de clôture
- installation de panneaux de signalisation ou d'information
- travaux de terrassement, remblais et déblais et affouillements
- installation de réseaux aériens (électricité, téléphone)

- installation de compteurs de distribution
- création ou aménagement de parking
- installation d'enseignes et pré-enseignes
- installation de climatiseur
- aménagement de terrasse
- installation de mobilier urbain et aménagement d'espace public
- modification de devanture commerciale
- installation de bâche ou store
- installation de grille de protection
- etc.

## **2.9 - Contenu de la demande d'autorisation**

Le dossier de demande d'autorisation de travaux doit comprendre toutes les pièces nécessaires à la bonne compréhension du projet.

Avant toute intervention dans le cadre de l'AVAP, qu'il s'agisse de restauration, d'aménagement, de réhabilitation, de transformation, d'extension ou de démolition, une analyse détaillée de l'immeuble devra être faite, accompagnée d'un inventaire des éléments à préserver et à conserver ou à réutiliser.

### **Relevé**

Présentation de l'état actuel. Un état des lieux en plan, coupe et élévations accompagné d'un reportage photographique.

### **Projet**

- L'élévation des façades sur voies publiques et sur cours ou jardin ainsi que les pignons et parties de murs en héberge de toiture.
- Un plan de couverture faisant apparaître l'ensemble des souches et des ouvrages saillants en toitures.
- Un plan de masse montrant l'aménagement des abords.
- Un dessin pour les revêtements de sols destinés aux espaces libres
- L'élévation des murs sur les éventuels passages publics, et les clôtures.
- L'ensemble des plans de détail nécessaires à la bonne maîtrise du projet :
  - ✓ menuiseries
  - ✓ souches de cheminées
  - ✓ éléments de modénature à restaurer ou remplacer
  - ✓ stores et bâches
  - ✓ ouvrages de serrurerie à remplacer ou restaurer
  - ✓ devantures commerciales ou percements en rez-de-chaussée
  - ✓ enseignes et pré-enseignes.

Dans le cas de démolitions ou d'adossement, à des existants l'élévation des murs d'adossement ou pignons dégagés à la suite des travaux pourra être nécessaire.

Ces pièces graphiques pourront être accompagnées d'un descriptif écrit présentant la nature des travaux envisagés ainsi que la qualité des matériaux et les finitions projetées.

Toute modification doit être présentée dans son contexte :

- l'élévation d'un immeuble doit faire apparaître les héberges mitoyennes,
- pour une devanture commerciale, l'élévation doit montrer l'insertion du projet dans l'ensemble de la façade.

## **Insertion paysagère et urbaine**

Tout document graphique tel que perspective, profil ou photomontage permettant de juger l'insertion paysagère ou urbaine du projet et son impact.

- une note paysagère décrivant les conditions et les moyens retenus pour garantir l'insertion du projet, plantations d'accompagnement, matériaux et couleur etc. . .
- un soin particulier sera apporté à l'intégration des projets dans les panoramas et points de vue ou cônes de vision, protégés au titre de l'AVAP,
- dans le plan sont distingués des panorama et points de vue de référence dans lesquels l'insertion des projets doit être vérifiée.

## **2.10 - Instruction des demandes**

Les modalités d'instruction des demandes d'autorisation de travaux évoluent par rapport au régime antérieur. Cette évolution porte essentiellement sur les conditions d'avis de l'architecte des Bâtiments de France et sur le traitement des recours contre cet avis.

Il est conseillé de se reporter au formulaire CERFA correspondant.

### **Avis de l'architecte des Bâtiments de France**

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France est obligatoire, quel que soit le régime d'autorisation de travaux. Celui-ci dispose d'un mois à compter de sa saisine par l'autorité compétente pour émettre son avis.

Toutefois, s'il estime le dossier incomplet, il en avise l'autorité compétente dans un délai permettant à celle-ci de notifier au demandeur, dans le mois suivant le dépôt de la demande en mairie, un courrier de demande de pièces complémentaires.

Si l'architecte des Bâtiments de France ne rend pas d'avis dans un délai d'un mois, il est réputé avoir émis un avis favorable tacite.

### **Recours contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France**

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France, quel que soit son sens, peut faire l'objet d'un recours formé par l'autorité compétente auprès du préfet de région dans l'hypothèse où cette dernière n'est pas d'accord avec le sens de cet avis ou une au moins des prescriptions proposées par l'ABF. A défaut, cet avis s'impose à l'autorité compétente.

La possibilité de recours de l'autorité compétente est interne à la procédure d'instruction de la demande d'autorisation de travaux.

Cette procédure de recours peut s'exercer dans le cadre de tous les régimes d'autorisations de travaux, en particulier pour les déclarations préalables et pour les autorisations spéciales. Elle se traduit par la transmission, par l'autorité compétente, du dossier accompagné de son projet de décision.

Dans le cadre de la procédure de recours, le préfet de région ou le ministre, en cas d'évocation, n'émettent pas un avis qui se substitue à celui de l'ABF, mais se prononcent sur le projet de décision de l'autorité compétente.

Pour saisir la commission locale en tant que de besoin et pour se prononcer sur le recours, le préfet de région peut déléguer sa signature au directeur régional des affaires culturelles. Il peut mettre fin à tout moment à cette délégation ou décider d'agir lui-même pour un dossier particulier.

Dans le cas de l'instruction d'un recours relatif à une demande de permis, le préfet a libre choix de consulter ou non la commission locale. L'absence de consultation ne peut entraîner aucun vice de procédure.

Selon les dispositions prévues par le règlement intérieur de la commission, le préfet peut saisir cette instance d'une convocation par voie postale ou par voie électronique.

Lorsque cette instance siège, l'architecte des Bâtiments de France compétent est entendu pour présenter d'éventuelles observations.

Il ne peut donc représenter le directeur régional des affaires culturelles en tant que membre de l'instance et se retire au moment de la délibération.

Lorsque le quorum, établi au regard des membres présents, ne peut être atteint, le préfet de région peut cependant prendre sa décision dans le délai imparti sans que cette circonstance puisse lui être opposée.

La procédure de recours prévoit également la possibilité d'une évocation des dossiers relevant d'un intérêt national par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés. Cette évocation n'est possible que dans le cadre du recours formé auprès du préfet de région. Le délai d'instruction de la demande d'autorisation est alors porté à six mois, y compris en ce qui concerne les déclarations préalables et les autorisations spéciales de travaux.

Lorsque le ministre décide d'exercer son pouvoir d'évocation, il ne peut le faire qu'avant l'expiration du délai dont dispose le préfet de région pour se prononcer, que la commission locale ait été consultée ou non. Parallèlement à la transmission de la décision d'évocation à l'autorité compétente, copie en est faite au demandeur.

La décision du ministre est notifiée à l'autorité compétente dans les quatre mois suivant la date de dépôt d'un dossier complet de demande de permis ou de déclaration préalable, de manière à ce qu'elle puisse prendre la décision avant l'échéance de l'instruction de la demande, portée dans ce cas à six mois.

### **2.11 - Démolition**

La démolition d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble est subordonnée à l'obtention du permis de démolir, conformément aux articles : L - 430 - 1 à L -430- 9 et R - 430 - 1 à R - 430 – 20 du Code de l'Urbanisme.

Lors des démolitions, tout matériau ou élément architectural, ayant une valeur artistique ou archéologique reconnue par l'Architecte des Bâtiments de France ou des Services Archéologiques compétents, sera conservé ou déposé à fin de réemploi à l'intérieur de la commune de Sainte-Ménéhould.

La visite préalable des lieux par l'architecte des Bâtiments de France ou son représentant peut être nécessaire.

La conservation des bâtiments repérés au plan comme étant "d'intérêt architectural" est souhaitable. Leur démolition est interdite sauf dans les cas prévus à l'article L 430-3 et L 430-6 du Code de l'Urbanisme, ou justification fortement motivée. Les murs et clôtures "intéressants" repérés au plan sont, au titre de la conservation, assimilables aux immeubles d'intérêt architectural.

### **2.12 - Arrêté de péril**

L'Urbanisme, l'arrêté du Maire, prescrivant la réparation ou la démolition des bâtiments menaçant ruine et faisant l'objet des procédures prévues par les articles L - 511 - 1 à L - 511 - 4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ne pourra être pris qu'après avis de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France, qui sera invité à assister à l'expertise prévue à l'article L - 511 - 2 du Code de l'Urbanisme mentionné.

Tout matériau ou élément architectural ayant une valeur artistique ou archéologique reconnue par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France sera déposé à fin de réemploi ou pour en assurer la sauvegarde dans le cadre d'un musée.

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L-511 - 3 du Code de la Construction et de l'Urbanisme, le Maire en informe l'Architecte des Bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

Si l'immeuble est protégé au titre de la législation sur les Monuments Historiques ou à conserver conformément aux dispositions de l'AVAP, toutes les mesures provisoires nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens tout en permettant la conservation de l'édifice et sa restauration ultérieure seront prises.

### **2.13 - Portée du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation du sol**

Sont et demeurent applicables sur le territoire de la commune dotée ou non d'un document d'urbanisme, en vertu de l'article R 111-1 du code de l'urbanisme, les articles d'ordre public du règlement national d'urbanisme suivants:

- R 111-2 (salubrité et sécurité publiques),
- R 111-4 (conservation et mise en valeur d'un site ou vestige archéologique),
- R 111-15 (respect de l'environnement).

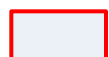
L'article R 111-21 (respect des caractères et des lieux avoisinants, des paysages naturels ou urbains, des sites et des perspectives monumentales) ne s'applique plus dans le territoire couvert par une AVAP, que la commune soit dotée ou non d'un document d'urbanisme.

Peuvent également être mis en œuvre :

- les dispositions du code de l'urbanisme ou d'autres législations concernant les périmètres sensibles,
- le droit de préemption urbain,
- les zones d'aménagement concerté,
- les plans de sauvegarde et de mise en valeur,
- les périmètres de restauration immobilière,
- les périmètres de résorption de l'habitat insalubre,
- les participations exigibles des constructeurs.

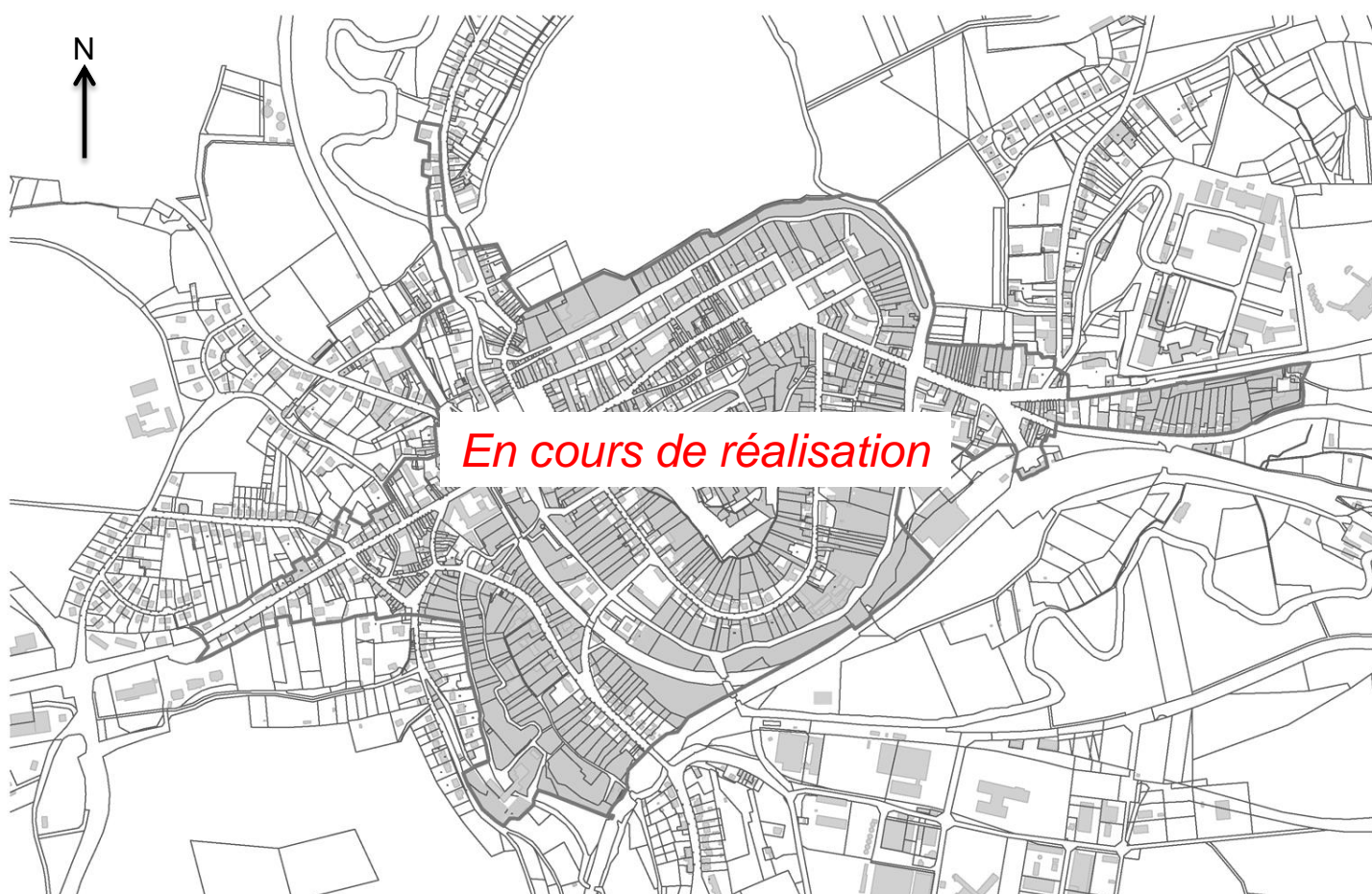


### 3. LE PÉRIMÈTRE DE L'AVAP



Périmètre de l'AVAP

### 3. LES SECTEURS DE L'AVAP



Secteur 1 : secteur urbanisé



Secteur 2 : secteur paysager

#### LES SECTEURS DE L'AVAP







L'AVAP de Sainte-Ménéhould se compose de deux secteurs.

Le secteur 1 correspond au secteur urbanisé du centre ancien. Le secteur 2 représente les espaces naturels privés et publics identifiés dans les espaces naturels sensibles du diagnostic.



## 4. LA SERVITUDE DE PROTECTION DES 500 MÈTRES



-  Immeubles de Qualité Architecturale
-  Périmètre AVAP
-  Périmètres MH inscrits et classés
-  Immeubles classés MH
-  Immeubles inscrits MH
-  Site inscrit

Les servitudes de protection des abords des Monuments Historiques (rayon de 500 mètres) sont suspendus uniquement dans le périmètre de l'AVAP. Elles continuent à s'appliquer au-delà.

## 5. RÈGLEMENT AVAP SECTEUR 1

### 5.1 - LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL, URBAIN ET PAYSAGER

Les autorisations de travaux (démolition ou modification des bâtiments existants, construction neuve) ne seront délivrées que dans la mesure où ces travaux :

- d'une part, ne porteront pas atteinte aux éléments caractérisant la qualité et la spécificité du site urbain,
- d'autre part, s'efforceront d'en réduire les éléments d'altération et de nuisance.

En aucune manière, une construction nouvelle établie en adjonction d'une construction existante ne devra masquer un fragment d'architecture ou de sculpture existante de qualité (arc, bas-relief, baie moulurée, etc.).

Les mises à jour, au cours des travaux, de fragments d'architecture ou de sculpture ancienne de qualité - inconnus au moment de la délivrance de l'autorisation de travaux – devront être signalées aussitôt en mairie et auprès du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine, la destruction ou la dépose de ces éléments étant sujette à l'obtention d'une nouvelle autorisation de démolir. Ainsi, les travaux engagés ne seront poursuivis que dans la mesure où ils ne préjugeront pas de la destination éventuelle de ces éléments architecturaux ou archéologiques.

### 5.2 - LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

#### 5.2.1 - Principes généraux

##### 5.2.1.1 - Les objectifs environnementaux

Les constructions existantes pourront mettre en œuvre les principes de l'architecture bioclimatique, dans la mesure où ils ne sont pas contradictoires avec les autres prescriptions du règlement de l'AVAP, afin de favoriser les économies d'énergie et le confort des habitations.

Ces principes devront respecter tous les principes urbains et architecturaux énoncés au titre de l'AVAP.

- **L'installation de panneaux ou de tuiles photovoltaïques** est admise, sur les couvertures non visibles de l'espace public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture et de former l'ensemble du pan de couverture de manière homogène.

- **Concernant les capteurs solaires thermiques**, l'installation de panneaux est admise, sur les toitures non visibles de l'espace public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture.

**Dans tous les cas, la pose des panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques devra être envisagée en priorité sur les bâtiments annexes, garages ou abris de jardin.**

- **La pose de capteurs à tubes** n'est pas autorisée en toiture en pente.

- **Les façades solaires** sont autorisées sur les extensions de constructions. La façade doit alors s'inscrire dans un projet architectural et ne pas être visible depuis l'espace public.

- **L'installation d'éolienne domestique** n'est pas autorisée dans le secteur de l'AVAP : zone de sensibilité patrimoniale et zone de sensibilité acoustique majeures.

- **Le doublage des façades** n'est pas admis sur les constructions existantes car il remettrait en cause les qualités intrinsèques du bâti ancien.

- **Les ouvrages techniques des pompes à chaleur** ainsi que les installations similaires doivent être implantés de manière à ne pas être visibles de l'espace public ; sauf impossibilité technique, ils doivent être inscrits dans le bâti ou intégrés dans une annexe.

## **5.2.1.2 - L'implantation des constructions**

Tous les alignements caractérisant fortement les espaces urbains existants doivent être maintenus et matérialisés soit par des façades principales ou pignons ouverts des constructions, soit par des murs de clôture, construits à l'aplomb et en continuité de ces alignements.

### **5.2.1.3 - L'aspect extérieur des constructions**

Pour toutes les constructions, les façades sur cour et sur rue seront traitées avec la même qualité et les mêmes critères.

Les façades devront présenter l'aspect des matériaux traditionnels énoncés dans le diagnostic du rapport de présentation, dans le chapitre relatif à l'analyse architecturale, à savoir : murs en pierres de grès, de calcaire, de brique, enduits chaux ou plâtre et chaux...

### **5.2.1.4 - Modification de volumes, extensions, surélévations**

#### **5.2.1.4.1 Les immeubles de Qualité Architecturale (IQA, en bleu sur le plan)**

Les modifications de volume et notamment les surélévations des constructions d'intérêt architectural sont à priori proscrites. Elles ne seront admises que si elles contribuent à la mise en valeur du bâtiment, respectent l'esprit de son architecture d'origine, ou l'organisation primitive de la parcelle, ou répondent à des impératifs fortement motivés.

A l'occasion de ces travaux de transformation, la démolition d'annexes dommageables pourra être demandée.

#### **5.2.1.4.2 Autres constructions**

Les modifications de volume seront réalisées en respectant le caractère du bâti, ses règles de composition et son échelle. Les modifications de volume doivent améliorer la cohérence de la construction avec son environnement immédiat.

### **5.2.1.5 - Restauration et entretien – principes généraux**

A l'occasion des travaux de restauration ou d'entretien, les bâtiments doivent être rendus le plus possible à leurs dispositions d'origine, par suppression des adjonctions dommageables.

Il pourra être demandé la suppression d'ouvrages adventices (appentis, hangars,...) ou de canalisations parasites (descentes ou canalisations en façade, câbles électriques ou téléphoniques,...).

#### **5.2.1.5.1 Immeubles de Qualité Architecturale**

La restauration ou l'entretien devront être réalisés en maintenant les volumes et les percements, ou en restituant le cas échéant, les volumes initiaux, et les percements d'origine.

Les réparations seront exécutées avec des matériaux analogues à ceux d'origine, et avec les mêmes mises en œuvre, notamment en ce qui concerne les façades, les couvertures, les souches, les lucarnes, les menuiseries et ouvrages de second œuvre.

Les motifs décoratifs, sculptés ou moulurés devront être conservés. En cas d'altération profonde, ces motifs seront consolidés ou remplacés à l'identique.

La restauration des façades latérales ou postérieures, et des éléments, hors œuvre, sera réalisée dans les mêmes conditions, et avec le même soin, que celle des façades principales.

L'entretien devra être réalisé de manière, soit à maintenir en bon état de conservation les dispositions et matériaux d'origine, soit à modifier ceux-ci en vue d'une meilleure cohérence du tissu urbain, par analogie avec les immeubles d'intérêt architectural dominants dans le secteur.

Cette analogie pourra être recherchée notamment par le rappel, même de façon localisée, de matériaux identiques, ou des mêmes colorations.

#### 5.2.1.5.2 Echantillons d'essais

Des sondages préalables, la fourniture d'échantillons de matériaux ou la réalisation d'essais de mise en œuvre pourront être demandés, notamment pour les ravalements, rejointoiements, enduits, couvertures, etc. Les sondages seront réalisés dans le cadre de la procédure administrative d'autorisation. Les essais seront réalisés in situ, dans le cadre du chantier, avant mise en œuvre de l'ouvrage concerné et présentés pour accord avant exécution à l'Architecte des Bâtiments de France.

### 5.2.2 - Les toitures

#### 5.2.2.1 Immeubles de Qualité architecturale (IQA, en bleu sur le plan)

Pour les Immeubles de Qualité Architecturale, la règle générale est la réfection à l'identique. Le détail du traitement des **rives\***, des **faîtages\*** et des **égouts de toit\*** sera joint à la demande de permis de construire ou de la déclaration de travaux.

#### 5.2.2.2 Matériaux

Les toitures disposant de couvertures anciennes seront conservées et restaurées avec les mêmes matériaux et selon les techniques traditionnelles. Dans des cas très spécifiques, des matériaux de substitution pourront être utilisés.

Les couvertures seront suivant leur caractère réalisées avec les matériaux ci-après :

- **L'ardoise naturelle** à pose droite, généralement réservée aux immeubles de prestige ou aux immeubles « classiques » possédant des toitures à la Mansart. Les ardoises se situent le plus souvent uniquement sur la partie du brisis. Les restaurations ainsi que les réfections des toitures en ardoises devront être mise en œuvre avec des ardoises naturelles de même dimensions (petit format 32/22 posé au clou ou au crochet) et de couleur analogue aux existantes. On recherchera par la même occasion la meilleure finition dans les détails : épis de faîtage...

- **La tuile canal de terre cuite dite « tige de botte »**. Les toitures de ce type situées sur les Immeubles de Qualité Architectural sont à restaurer avec le même matériau et respectant la pose traditionnelle (tuile de couvert et tuile de courant).

Pour les autres immeubles, on tolérera l'utilisation de plaque soustuile ou de tuile canal de courant à talon (tuile neuve) à condition que celles-ci soient recouvertes de tuiles canal anciennes de réemploi lorsque cela est possible. Dans le cas contraire, des tuiles canal neuves d'aspect vieilli seront la règle.

- **La tuile mécanique** à emboîtement de terre cuite naturelle sur les toitures déjà pourvu de ce type de tuiles (or immeubles IQA et immeubles classiques).

- le zinc pour les toitures à faible pente et ouvrages accessoires de couverture.

Sont interdits pour les couvertures :

- l'ardoise à pose losangée,
- les tuiles de béton ou dites vieillies artificiellement,
- les bardeaux, tuiles et panneaux ondulés de fibro-ciment,
- les shingles et revêtement bitumeux,
- les tôles ondulées de métal galvanisé ou peint.

#### 5.2.2.3 La pente

A l'occasion des travaux de restauration et de restructuration, les pentes et formes des toits ne seront pas modifiées, sauf motif impérieux, et notamment si des éléments anciens indiquent des dispositions antérieures différentes.

#### 5.2.2.4 Les combles

Dans le cas de constructions anciennes dont la toiture aurait été modifiée ultérieurement, une restitution du comble pourra être conseillée, voire demandée, afin de permettre un retour aux dispositions d'origine.

#### 5.2.2.5 La charpente

Lors des réfections de **chevronnage ou de lattis\***, l'irrégularité donnée aux formes par les charpentes anciennes et le temps passé sera maintenue. Les **coyaux\*** ainsi que les **dévirures\*** des toits seront conservés.





*Exemple de toiture en tuiles canal posées sur tuiles canal à talon (tuile neuve).*



*Exemple de toiture en tuiles canal posées sur plaque soustuile*

#### **5.2.2.6 Les toitures à la Mansart**

En cas de réfection, la forme des combles d'origine devra être respectée : le **brisis\*** des combles à la Mansart notamment, devra conserver un **coyau\*** doucement incurvé en bas de pente.

Les terrassons seront en tuiles de type canal. Les brisis seront recouverts en ardoises naturelles. Les ardoises de fibre-ciment seront tolérées, à condition qu'elles soient teintées ton schiste dans la masse, et que leur format, rectangulaire, n'excède pas 30/20 cm.

Les souches de cheminées existantes d'origine seront conservées, de nouvelles souches pourront être exécutées, à condition d'avoir les mêmes caractéristiques.

#### **5.2.2.7 Les surélévations**

Les surélévations ne seront autorisées que si elles conservent à la toiture les mêmes orientations et mêmes inclinaisons de ses pans.

#### **5.2.2.8 Les souches de cheminées**

Les souches de cheminées ou gaines de ventilation à créer seront de volume massif, implantées dans la partie haute du comble et réalisées en maçonnerie enduite ou en briques selon l'appareillage traditionnel.

#### **5.2.2.9 Les gouttières**

Les chéneaux, gouttières et descentes d'eau pluviale seront en zinc, en cuivre, ou en fonte, la matière plastique PVC étant proscrite pour ces accessoires, en façade sur rue ou visibles depuis le domaine public.

#### **5.2.2.10 Les lucarnes**

Lors des réfections de couverture, les lucarnes anciennes seront conservées et restaurées à l'identique. La création de nouvelles lucarnes devra être limitée.

Celles-ci devront :

- Avoir la même forme que celles existantes sur la même toiture,
- Se situer dans l'alignement vertical d'une colonne de fenêtres,
- Être de largeur inférieure à celle de la plus petite fenêtre qu'elles surmontent,
- Avoir une baie dont la hauteur soit supérieure à la largeur.

Les créations éventuelles de lucarnes visibles depuis l'espace public devront reproduire un modèle typologique courant, ou s'en inspirer (**lucarne à frontons, capucine, œil de bœuf ou bien à foin\***).

Leur localisation et leur nombre devront être en harmonie avec les percements existants de la façade qu'elles surmontent. L'équilibre sera à trouver avec l'ABF. Le type de lucarne sera en cohérence avec l'aspect traditionnel des façades.

Lorsque le bâtiment dispose d'une **corniche\*** remarquable, aucune lucarne engagée ne pourra être créée afin de conserver cet élément de modénature. Le nombre et la dimension de ces éléments seront projetés en cohérence avec le caractère et la dimension de la façade.

#### **5.2.2.11 - Les châssis de toit et les verrières**

##### Les châssis de toit

Les châssis de toit sont des ouvertures vitrées, positionnées en toiture qui sont souvent de taille n'excédant pas 0.50 m² de surface. Leur installation a pour vocation d'apporter de la lumière dans les combles.

Dans le périmètre couvert par l'AVAP et sur les parties de toiture donnant sur l'espace public, les châssis de toit ne doivent être considérés que comme des jours « secondaires » et, par conséquent, être limités en nombre et en dimensions. Ils doivent composer avec le caractère architectural de la façade et son époque de construction.

Ils seront implantés dans la partie inférieure du comble. Leurs proportions seront plus hautes que larges. Ils seront posés encastrés sans faire saillie et en continuité du pan de la couverture.

Les châssis de toit en **brisis\*** sont interdits sur les **combles à la Mansart\***.

**Lorsqu'ils sont visibles depuis l'espace public**, les châssis de toit ne doivent pas excéder 0,53xH78 cm.

**Lorsqu'ils sont positionnés sur cour ou sur jardin**, les dimensions pourront atteindre 0,78xH98 cm ou 0,78xH118 cm.

##### Les verrières

Les verrières désignent des vitrages de grandes dimensions. Les proportions généralement importantes de ces éléments de couvertures créent des effets de vide en toiture. Il convient donc de privilégier leur mise en œuvre côté cour et jardin.

La mise en œuvre des verrières doit donc rester exceptionnelle et doit être de dimension modeste, proportionnée à la surface du toit, avec des profilés représentant une surface la plus mince possible et de couleur sombre. Les verrières seront intégrées aux pans de toiture, sans surépaisseur ou effet de capot.

#### **5.2.2.12 - Interventions sur les combles, les toitures destinées à l'amélioration des performances énergétiques**

Les toitures seront isolées par l'intérieur en sous-face des toits ou sur le plancher du comble qui est la méthode la plus performante car le volume du comble participe à l'économie générale comme espace tampon. La surélévation des toitures est à éviter sauf exception lorsque cette opération ne serait pas perceptible ni en égout, ni en pignon.

#### **5.2.2.13 - Les panneaux solaires thermiques et photovoltaïques**

Les capteurs solaires de production d'eau chaude sanitaire ou d'électricité ne sont autorisés que s'ils ne sont pas visibles depuis tout lieu accessible au public et s'ils sont parfaitement intégrés à la composition architecturale des éléments de la construction (façade, toiture, terrasse...), notamment, posés dans les conditions définies ci-après :

- Les capteurs solaires de production d'eau chaude sanitaire, lorsqu'ils sont tolérés, doivent être intégrés à la toiture dans les mêmes conditions que les fenêtres de toit. Ils ne peuvent être disposés en façades ou pignons que sur les bâtiments non repérés au titre de l'A.V.A.P. et s'apparenter par leur aspect à une travée de fenêtres. Ils seront situés en partie basse de la toiture.

- Les capteurs solaires de production d'électricité sont autorisés s'il s'agit de dispositifs collectifs de production d'énergie coopérative ou mutualisée, sur des toitures non accessibles, d'importantes superficies.

Les dispositifs individuels sont tolérés en façades ou toiture sur les bâtiments non repérés au titre de l'A.V.A.P. et doivent s'apparenter par leur aspect à une verrière ou une travée de fenêtres.

D'une manière générale, on privilégiera l'implantation de ces équipements sur des bâtiments secondaires ou annexes, non visibles depuis l'espace public.

### **5.2.3 - Les façades**

#### **5.2.3.1 Les modénatures**

Les éléments de modénature ou reliefs des façades (bandeaux, corniches, chaînes d'angles, encadrements de baies en relief ou chambranles, frontons,...) seront conservés.

Leur suppression à l'occasion de travaux de ravalement est interdite.

Dans le cadre des travaux d'entretien, les éléments de modénature en mauvais état seront restaurés avec soin à l'identique. Il pourra être demandé de rétablir certains éléments partiellement voire totalement supprimés.

Dans le cadre des travaux de restauration, les éléments participant à la composition de la façade (assemblage des matériaux, de leurs textures, de leur colorations) ainsi que les variations du plan de la façade qui les accompagne (dessin de panneaux, décor de bossages,...) seront maintenus ou rétablis.

Les éléments sculptés (en ronde bosse ou bas relief) ainsi que les éléments décoratifs en céramique émaillée (plaques, macaron, frises,...) seront conservés et mis en valeur, ou si nécessaire et dans la mesure du possible rétablis.

#### **5.2.3.2 Les maçonneries**

La diversité des matériaux constitutifs des maçonneries (brique, pierre) sera maintenue apparente. Cette diversité sera rétablie, dans les cas où elle aurait été occultée par des enduits, notamment si elle participe à l'écriture de la structure constructive de l'immeuble (encadrements de baies, bandeaux, chainages,...).

Le ravalement éventuel des maçonneries apparentes (brique, calcaire, pierre appareillée, moellons de calcaire, meulière, pierre et brique), sera effectué au jet à basse pression et à la brosse, l'emploi d'outils agressifs, tels que la boucharde ou le chemin de fer étant proscrit.

Toute imitation de matériaux telle que fausse brique, faux pans de bois, ainsi que l'emploi à nu, en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'une protection ou d'un enduit sont interdits. Sont également interdits les matériaux provisoires ou périssables du type fibrociment, tôle ondulée, plastique ondulé ainsi que la pose de bardage bois lames verticales et horizontales couvrant les façades.

#### **5.2.3.3 Façades en briques**

Les éléments en maçonnerie de brique apparente seront restaurés avec soin avec des briques de même calibre et de même coloration que celles d'origine. Les motifs obtenus par ce jeu de diverses colorations de briques naturelles ou vernissées seront maintenus ou rétablis.

Les joints seront si nécessaire après ravalement regarnis au mortier de chaux grasse et sable, naturel ou légèrement teinté. Les joints seront fins et beurrés à fleur. Les rejointoiements au ciment gris ou à joints marqués, en creux ou en relief sont proscrits.

D'une façon générale, la peinture des parements en brique apparente est à proscrire. Il pourra être demandé, après essai de décapage de remettre à nu des parements de brique qui auraient été peints.

#### **5.2.3.4 Façades en pierres appareillées**

Les maçonneries de pierre de taille appareillée seront si nécessaire restaurées avec soin. Les pierres abîmées seront remplacées par des pierres taillées de même coloration ou reconstituées avec du mortier à base de poudre de pierre. Les épaufrures seront reprises et les joints seront regarnis à fleur au mortier de chaux et sable, dans la teinte de la pierre.

Les rejointoiements au ciment gris ou à joints marqués, en creux ou en relief sont proscrits.

Les murs en pierre de taille qui auraient été enduits ou peints seront grattés de façon à faire apparaître le parement d'origine et la pierre avec sa coloration naturelle.

### **5.2.3.5 Façades avec pierres apparentes (moellon)**

Les maçonneries de moellons (pierres grossièrement équarries) peuvent, suivant les cas, être soit apparentes, soit enduites.

Les maçonneries de moellons apparentes seront jointoyées au mortier de chaux blanche ou de chaux grasse et sable, les joints étant bien pleins, largement beurrés et grattés à fleur de parement, cette finition pouvant conduire à un « enduit à pierres vues » en cas de parement très grossier des moellons.

Les rejointoiements au ciment gris ou à joints marqués, en creux ou en relief, sont proscrits.

### **5.2.3.6 Façades en pierres meulières**

Les maçonneries en pierre meulière apparente seront maintenues en l'état, non enduites. Elles seront si nécessaire ravalées et restaurées avec soin, en respectant l'assemblage d'origine.

Pour ces maçonneries de meulière, les joints seront refaits à l'identique, en générale sous forme d'un bourrelet de ciment légèrement saillant, avec dessin d'un faux joint creux dans sa partie médiane.

### **5.2.3.7 Façades à pans de bois**

La très grande majorité des façades à pans de bois de Sainte-Ménéhould étaient enduites au mortier de chaux et ce, dès leur construction.

La mise à nu des pans de bois pourra être tolérée sous réserve de remise en état. Les pans de bois seront de préférence recouverts :

- Par des bardages en bois, qui devront être à planches verticales avec couvre-joints,
- Par des enduits à la chaux teintés. L'enduit devra être réalisé au même nu ou légèrement en retrait des entourages de baies et bandeaux, qui devront toujours rester apparents. La finition des enduits devra être de grain fin.

Sur les immeubles anciens à pan de bois, dont les colombages, après sondages, se révéleraient conçus pour rester apparents, il pourra être imposé la suppression des enduits, à l'occasion de travaux d'entretien. Le pan de bois sera alors restauré avec soin.

A l'inverse, la conservation des enduits pourra être demandée sur des immeubles à pan de bois où les ouvrages de charpente sont de moindre qualité, eu égard à une reconstitution de la façade, plus tardive, avec ajout de modénature.

Les pans de bois seront restaurés à l'identique, avec remplacement des pièces de bois détériorées. Les bois seront traités avec des produits insecticides et fongicides préservant leur aspect naturel et leur pérennité.

Les vernis sont interdits. Les peintures éventuelles seront mates.

Les remplissages en hourdis ou blocages seront enduits à la chaux. Le nu de l'enduit correspondra rigoureusement à celui des pièces de charpente.

### **5.2.3.8 Façades en bardage bois**

Il existe sur la commune de Sainte-Ménéhould, des constructions dont les façades sont recouvertes de lames de bois à pose verticale : ce sont généralement des constructions d'origine agricoles ou des dépendances destinées au stockage. Quelques pignons de maisons d'habitations sont aussi traités en lames de bois contrairement aux façades principales qui sont réalisées en pans de bois enduit à la chaux. Dans tous les cas, les lames de bois devront être maintenues et restaurées à l'identique. Les planches ne devront pas être vernies ou peintes. Le traitement du bois devra être réalisé dans le masse afin de permettre un vieillissement naturel du matériau.

Lors de la réfection de ces façades, les lames de bois devront être posées à la verticale, de manière traditionnelle.

Dans le cas de changement de destination des bâtiments agricole ou de stockage :

Il est admis que cette typologie de bâtiment puisse faire l'objet d'un changement de destination. Tous les projets traitant de cette question devront faire l'objet d'une présentation en Commission Locale afin de justifier des choix architecturaux retenus.

### **5.2.3.9 Interventions sur les murs de façades, destinées à l'amélioration des performances énergétiques**

Les dispositifs d'isolation des murs se feront par l'intérieur de façon à ne pas remettre en cause la composition architecturale, le décor, la modénature. La stabilité et la conservation des maçonneries anciennes sont liées à la capacité de ces matériaux de « respirer », c'est-à-dire d'assurer les échanges hygrothermiques. On écartera donc les solutions conduisant à étancher les parements des murs.

Dans tous les cas, il faudra conserver la composition des modénatures qui caractérisent le bâtiment.



#### 5.2.4 - Les enduits

Les enduits seront réalisés au mortier de chaux blanche ou de chaux grasse et sable. Leur finition sera grattée ou talochée. Les enduits suivront les irrégularités du parement ou les déformations du plan de façade.

Les enduits au plâtre du 19e siècle seront entretenus et restaurés à l'identique. Les reliefs et décors de panneaux, obtenus par variation de la couleur ou de la texture d'enduit (à grain fin, lissé, ...) seront conservés et restaurés à l'identique.

Les bandeaux en saillie encadrant les baies, portes et fenêtres, seront maintenus. Le cas échéant, il pourra être demandé d'en établir, sur les façades enduites ou en moellonnage apparent.

Sont proscrits :

- les enduits ciment et les parements plastiques,
- les finitions projetées à relief (enduits tyroliens), sauf cas de réfection de décor ancien. Les enduits peuvent être colorés dans la masse, ou recevoir une peinture ou un badigeon conformément à la charte de couleurs.

#### 5.2.5 - Les percements et ouvertures des pignons et façades

En cas de création de nouvelles baies, on veillera à harmoniser les nouveaux percements avec ceux existants.

Les percements complémentaires éventuels de baies, s'ils sont indispensables, devront respecter la composition de la façade et les dimensions et proportions des baies préexistantes.

Les constructions existantes présentant un mur **pignon aveugle\*** donnant directement sur le domaine public pourront être percées de **baies\*** dont le nombre et les dimensions seront limitées.

A l'occasion des travaux de restauration ou d'entretien, il pourra être demandé de restituer ou de rouvrir une baie transformée.

Les ouvertures seront maintenues dans leurs proportions traditionnelles (rectangulaires disposées verticalement) et leurs menuiseries traditionnelles seront conservées et restaurées ou restituées.

Les **linteaux\*** en bois apparents sont proscrits pour les nouveaux percements, sauf en ce qui concerne les portes de garages ou de grange.

##### 5.2.5.1 Immeubles de Qualité architecturale (IQA, en bleu sur le plan)

Sur les bâtiments identifiés dans le rapport de présentation au titre des bâtiments remarquables, les créations relatives aux ouvertures de baies ne sont pas autorisées sur un mur pignon aveugle donnant ou pas sur le domaine public.

##### 5.2.5.2 Maisons à pans de bois

Dans les maisons à pans de bois, les entourages de baies seront en bois de section mince, compris tableau et pièce d'appui.

#### 5.2.6 - Les menuiseries

*Les nouvelles menuiseries devront s'adapter à la baie existante. Toutes les menuiseries doivent être en bois et peintes. Dans le dessin ou dans leurs dimensions, les menuiseries traditionnelles seront de préférence conservées et restaurées. Dans le cas où leur conservation n'est pas possible, elles seront remplacées par des menuiseries similaires.*

*Les menuiseries extérieures en bois seront peintes (suivant charte de couleurs). Les vernis et produits d'imprégnation "teinte bois" sont proscrits, pour les fenêtres et les volets.*

##### 5.2.6.1 Les fenêtres

*Les châssis\* de fenêtre sont à trois ou quatre grands carreaux par vantail dans la hauteur. Les châssis à petits carreaux si existants à l'origine.*

*Les vitrages miroir sont interdits. Dans le cas où des fenêtres non conformes à ces prescriptions seraient posées, l'Architecte des Bâtiments de France pourra demander la restitution des modèles d'origine.*

### **5.2.6.2 Les volets**

Les **volets\*** seront en bois, pleins ou persiennés, suivant le caractère de la construction. Ils seront assemblés sur barres, sans écharpe, ou sur pentures métalliques. Les persiennes accordéon se repliant en tableau sont admises dans le cadre de réfection à l'identique.

S'il n'existe aucune trace visible des anciens volets, la mise en œuvre de volets persiennés, à larges lames à la française, est la règle. Un nuancier des teintes recommandées est en annexe du présent règlement.

Les volets PVC, pleins ou persiennés sont proscrits. Les stores et volets roulants en PVC sont interdits.

### **5.2.6.3 Les portes d'entrée**

Les portes d'entrée seront réalisées en bois plein. Elles pourront comporter deux panneaux ou une moitié haute vitrée

### **5.2.6.4 Les porches**

Les **vantaux\*** des porches sont en lames de bois verticales pleines et peintes.

### **5.2.6.5 Les portes de garage**

Les portes de garages seront pleines, sans **oculus\*** ni partie vitrée, en bois, à lames assemblées verticalement et peintes de teinte sobre et de préférence foncée.

Les portes de garage en PVC sont proscrites.

### **5.2.6.6 Mesures destinées à l'amélioration des performances énergétiques des menuiseries de portes et fenêtres**

*Il est possible de remplacer les menuiseries anciennes par des menuiseries double ou triple vitrages sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :*

*- Les nouvelles menuiseries devront respecter le dessin et le matériau d'origine. En cas de remplacement, la section des profils doit se rapprocher le plus possible de celles des menuiseries existantes. Afin de vérifier leur harmonie, des dessins de détails ou échantillons peuvent être exigés.*

*- La pose de fenêtres dites « de rénovation » s'intégrant dans les anciens châssis dormants conservés est interdite.*

*Lorsque la menuiserie le permet (battants suffisamment larges pour pouvoir poser les nouveaux verres, plus épais), on procédera au remplacement du verre d'origine par un verre plus performant.*

*Un double vitrage de rénovation ou un survitrage non visible de l'extérieur pourra être installé sur la menuiserie ancienne.*

### **5.2.7 - Les ferronneries : les barres d'appui des fenêtres, les barreaudages, les grilles, les marquises...**

Les ferronneries qui existent devront être conservées. Les ferrures et pentures seront peintes dans les mêmes tons que les menuiseries qu'elles supportent et accompagnent.

Les barres de volets, les ferrages, pentures et accessoires de serrurerie seront peints dans la teinte de la menuiserie.

Les grilles et barres d'appui seront peintes en tons foncés, suivant le nuancier des teintes recommandées, annexé au présent règlement.

### **5.2.8 - Les murs de clôture existants**

Les pierres des murs en maçonnerie, moellons de pierres ou pierres de taille, devront être conservées et restaurées (encadrement de baies ou porches, chaînages verticaux). Les murs en pierres ou en briques conçus à l'origine pour être apparents devront être laissés apparents. Les autres matériaux ou parements devront être enduits.

Seuls certains murs de clôture construits en moellons pourront se satisfaire d'un simple enduit dit « **à pierre vue\*** », c'est-à-dire laissant à peine apparaître du nu du mur les aspérités majeures des pierres.

Lorsque la restauration de ces parties en pierre sera nécessaire, on utilisera une pierre qui, par sa nature, son aspect, sa couleur et ses dimensions, se rapprochera le plus de la pierre d'origine.

Seuls les percements nécessaires à l'accessibilité de la parcelle (création d'un accès piétons et d'un accès véhicule s'ils n'existent pas) sont autorisés.



### 5.2.9 - Les autres clôtures

**Clôture sur rue** : les clôtures composées d'un **mur bahut\*** et surmontées d'une grille devront être conservées et restaurées. Leur modèle sera adapté à l'époque de la construction de la maison. Les portillons et grilles métalliques seront conservés et restaurés. Ils seront peints suivant les teintes du nuancier annexé au présent document.

Les éléments manquants (portail, grille, ...) seront restitués suivant le modèle existant ou un modèle en cohérence avec l'architecture et le type de clôture.

Pour les clôtures mixtes, les murs pourront être surmontés d'un **dispositif à claire voie\*** et accompagnés d'une haie mélangée dont les essences seront locales.

**Clôture nouvelles sur rue** : Les clôtures nouvelles seront constituées :

- soit d'un mur en maçonnerie d'une hauteur de 2m minimum, en briques, en pierres apparentes, ou enduit, et surmonté d'un couronnement,

- soit d'un muret maçonné de même nature, surmonté d'une grille à barreaudage vertical. Dans cde cas, la hauteur de la grille devra être au moins égale à 1,5 fois la hauteur du muret maçonné.

Le couronnement des murs en maçonnerie neufs sera constitué d'un chaperon en tuiles ou en pierre, à l'identique des existants. Les chaperons en ciment gris sont à proscrire.

Les portes et portails qui s'inscrivent dans un mur seront soit en bois, pleins sur toute hauteur, soit en serrurerie avec grille en partie haute, peint selon charte de couleur. Les fermetures en plastiques sont prosrites.

Les grilles et garde-corps en serrurerie seront composés d'un simple barreaudage métallique vertical en fer rond ou carré, peints selon charte de couleur. Le PVC est prosrit pour ces ouvrages.

**Clôture mitoyenne** : sur les limites latérales et arrière, les murs de clôtures existants seront conservés, restitués ou réhabilités selon l'art de bâtir traditionnel.

En l'absence de mur entre parcelles, les clôtures pourront être constituées de haies mélangées d'essences locales. Les clôtures légères en grillage auront des piquets bois ou métal peints.

Elles seront doublées de haies aux essences variées et locales ou rustiques. Les haies de végétaux mono-spécifiques type thuyas sont interdites. Les clôtures plastiques, les clôtures de type brande et cannisse, les préfabriqués béton sont interdits.

Une liste des végétaux conseillés est annexée en fin de document.

### 5.2.10 - Vues et perspectives

Le diagnostic a mis en valeur des zones particulières au titre des paysages et des vues sensibles. Certains secteurs ont été définis comme étant sensibles du fait des perspectives remarquables ou des points de vue sur des éléments du patrimoine de Sainte-Ménehould.

Les espaces libres de constructions et de plantations permettent des vues vers des objets paysagés remarquables.

Dans les cônes de vue repérés dans le plan de l'AVAP, toute construction, aménagement, clôture haute ou plantation d'arbre de haute tige susceptible de fermer ou dénaturer la perspective et le point de vue sera interdite.

### 5.2.11 - Les ouvrages techniques

Les ouvrages techniques des pompes à chaleur ainsi que les installations similaires doivent être implantés de manière à ne pas être visibles de l'espace public ; sauf impossibilité technique, ils doivent être inscrits dans le bâti ou intégrés dans une annexe.

Lorsque les ouvrages techniques ne sont pas inscrits dans un bâti, ils doivent être peints en noir ou gris foncé.

## **5.3 - LES CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET EXTENSIONS**

### **5.3.1 - Les objectifs environnementaux**

Les constructions neuves devront mettre en œuvre les principes de l'architecture bioclimatique, dans la mesure où ils ne sont pas contradictoires avec les autres prescriptions du règlement de l'AVAP, afin de favoriser les économies d'énergie et le confort des habitations.

Ces principes devront respecter, dès la conception, tous les principes urbains et architecturaux énoncés au titre de l'AVAP.

- **L'installation de panneaux ou de tuiles photovoltaïques** est admise, sur les couvertures non visibles de l'espace public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture et de former l'ensemble du pan de couverture de manière homogène.

- **Concernant les capteurs solaires thermiques**, l'installation de panneaux est admise, sur les toitures non visibles de l'espace public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture.

**Dans tous les cas, la pose des panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques devra être envisagée en priorité sur les bâtiments annexes, garages ou abris de jardin.**

- **La pose de capteurs à tubes** n'est pas autorisée en toiture en pente.

- **Les façades solaires** sont autorisées sur les constructions neuves et les extensions de constructions. La façade doit alors s'inscrire dans un projet architectural et ne pas être visible depuis l'espace public.

- **L'installation d'éolienne domestique** n'est pas autorisée dans le secteur de l'AVAP : zone de sensibilité patrimoniale et zone de sensibilité acoustique majeures.

- La façade doit s'inscrire dans un projet architectural. **Le doublage des façades** est admis si l'aspect fini et la couleur du parement s'intègrent en termes de continuité avec l'aspect des autres façades de l'immeuble et des immeubles mitoyens.

- **Les ouvrages techniques des pompes à chaleur** ainsi que les installations similaires doivent être implantés de manière à ne pas être visibles de l'espace public ; sauf impossibilité technique, ils doivent être inscrits dans le bâti ou intégrés dans une annexe.

### **5.3.2 - Implantation sur voie**

Les constructions nouvelles devront préserver l'harmonie définie par les constructions existantes. Leur implantation respectera le principe de continuité du tissu bâti.

Cette harmonie des nouveaux immeubles avec ceux qui constituent la référence typologique dominante du secteur sera recherchée :

- . dans le maintien de l'échelle parcellaire ou dans son évocation,
- . dans le respect du gabarit des volumes environnants et des orientations de faîtage,
- . dans l'expression des rythmes horizontaux et verticaux caractéristiques de la rue,
- . dans le dimensionnement des percements, portes et fenêtres,
- . dans le choix des matériaux employés qui, par leur texture et leur coloration, devront s'harmoniser avec les matériaux traditionnels,
- . dans la couleur des menuiseries et en règle générale de toute partie recevant une peinture.

Les bâtiments principaux sur une parcelle non bâtie seront implantés à l'alignement du bâti. Ponctuellement, un recul pourra être autorisé, voire demandé, s'il maintient la cohérence du tissu existant sans rompre la continuité urbaine afin de dégager un élément bâti ou paysager intéressant.

Les bâtiments qui seront édifiés sur une parcelle déjà bâtie seront implantés en fonction des limites parcellaires, en cohérence avec la typologie des parcelles environnantes.

Les constructions nouvelles s'implanteront parallèlement ou perpendiculairement à l'alignement ou aux limites séparatives selon la cohérence du tissu bâti environnant.

### **5.3.3 - Continuité du bâti**

Les volumes contemporains reprendront, dans un souci de continuité dans le temps et dans l'espace, la traduction du découpage parcellaire ancien dans le cas de regroupement foncier.

Le long des voies et des espaces publics, les bâtiments seront construits en ordre continu, d'une limite séparative à l'autre. Sur les parcelles de grande largeur, le retrait sur limite latérale pourra être admis, sous réserve que la continuité urbaine en façade sur voie soit maintenue.

En cas de retrait sur limite séparative latérale, la continuité urbaine sera assurée par le rythme de portails, portes, clôtures hautes pleines ou surmontées de grilles implantées en prolongement du volume construit.

Exceptionnellement, une interruption de la continuité urbaine pourra être imposée pour permettre la mise en valeur d'éléments bâtis exceptionnels ou le dégagement d'une transparence vers le cœur d'îlot.

### **5.3.4 - Hauteur**

Les hauteurs des constructions nouvelles doivent être similaires à celles des bâtiments existants du secteur ou de l'îlot.

L'adaptation au sol ne devra nécessiter aucun talutage artificiel ou remblai autour de la construction.

### **5.3.5 - Toiture**

Les volumes des toitures respecteront les lignes générales (orientation des lignes et des pentes) et la coloration principale des toitures et édifices du voisinage.

Des tolérances et adaptations de pentes seront admises, sous réserve d'une bonne intégration dans la volumétrie pour les constructions basses et annexes en appentis dont la pente pourra être plus faible. Les accessoires de couverture seront réalisés de façon à n'être que très peu visibles ; les gaines de fumée et de ventilation seront regroupées dans des souches à forte section.

Les matériaux de couverture devront être en cohérence avec les matériaux environnants dominants.

Les gouttières seront en zinc et en cuivre.

### **5.3.6 - Façades**

Les façades des constructions nouvelles doivent s'harmoniser par leurs proportions, leur échelle, leur couleur et les matériaux employés aux façades des immeubles traditionnels de Sainte-Ménéhould.

Les notions de verticalité de l'ensemble des éléments de structure doivent l'emporter sur l'horizontalité notamment en ce qui concerne les percements qui devront être de forme rectangulaire, disposés verticalement. Les balcons, loggias et bow-windows filants sont interdits. Ils ne pourront être autorisés que ponctuellement et s'ils sont justifiés par une composition architecturale attachée à la mise en valeur d'une situation urbaine particulière (angle de rue, terme de perspective...).

Les revêtements de pierre de la région, les enduits de teinte naturelle présentant une finition de type traditionnel (dressés à la truelle et talochés ou lissés ainsi que les enduits tyroliens fins), les bétons bruts présentant un parement extérieur traité (lissé, cannelé, d'agrégat de couleur naturelle...) ou toute traduction contemporaine des « modénatures » spécifiques aux façades traditionnelles de Sainte-Ménéhould sont recommandés.

### **5.3.7 - Menuiseries**

*Les menuiseries seront conçues en cohérence avec l'architecture de l'édifice, avec un souci de maintien de la qualité et dans un esprit de développement durable (recyclable). Elles seront teintées selon le nuancier annexé au présent règlement et en accord avec le bâti environnant.*

*Les vitrages miroir sont interdits.*

*Les portes d'entrée seront peintes dans la même gamme de couleurs que le reste des menuiseries mais d'une teinte plus foncée.*

*Les pentures\*, ferrures\*, grilles et ferronneries seront peintes de la même couleur que la menuiserie sur laquelle elles s'implantent.*

*Les volets et les portes en PVC ne sont pas autorisés.*

*La mise en œuvre de volets roulants est autorisée à condition que les coffres soient encastrés et non apparents depuis l'extérieur. Ils seront en bois ou en métal, de teinte foncée et en cohérence avec le caractère de l'édifice.*

#### **5.3.7.1 - Portes de garage**

Les portes de garage donnant sur le domaine public seront soit en bois ou en aluminium, à lames verticales ou horizontales, ou en métal, peintes, sans hublot. Elles seront de teinte foncée, en accord avec le nuancier joint au présent règlement.

### **5.3.8 - Clôtures**

La continuité et la qualité du tissu urbain sont assurées par les clôtures ou les haies qui relient les constructions, bordent les rues et les chemins, séparent les parcelles entre elles.

Les nouvelles clôtures doivent être traitées en cohérence avec le paysage et les éléments existants, sous la forme de :

- murs de maçonnerie en pierres ou en parpaings enduits ;
- murs bahuts maçonnés et enduits surmontés d'une grille ;
- haies bocagères doublées si nécessaire d'un grillage implanté en arrière de parcelle et derrière la haie.

Les percements dans les murs de clôture seront fermés par un portail de bois plein ou d'une grille ferronnée. Ces éléments devront être d'une hauteur en rapport avec celle du mur et des éventuelles piles d'entrée.

Sont interdits :

- Les clôtures réalisées à l'aide d'éléments préfabriqués de type palplanches de bois ou de béton.
- Les portails et clôtures en bois vernis ou en matériaux de type PVC.

### 5.3.9 - Les extensions

Les extensions sont à composer avec le bâtiment principal de façon à former avec celui-ci un ensemble cohérent.

Les vérandas ou volumes vitrés en adjonction, visibles de la rue, sont proscrits sur les immeubles d'intérêt architectural. Sur les autres immeubles, ils pourront être admis, sous réserve de se composer avec le volume bâti existant.

### 5.3.10 - Annexes et garages

Le terme "annexe" correspond à une construction à usage non principal (non habitable), qui serait plus petite que la construction principale, sans liaison avec elle.

Si un local, répondant aux conditions ci-dessus, est accolé à une construction, il ne peut être qualifié d'annexe que s'il est édifié postérieurement à elle.

Le garage ou l'annexe devra être en cohérence avec les caractéristiques de l'habitation principale (enduit, matériaux, couleurs).

Dans certains cas, les toitures des annexes de faible importance, pourront, être de pente plus faible, voir terrasse.

Tout abri de garage préfabriqué est interdit.

### 5.3.11 - Abris de jardin

L'abri de jardin est une petite construction destinée à protéger des intempéries le matériel de jardinage, outils, machines, mobilier de jardin, bicyclettes.....

Un abri de jardin peut être démontable ou non, avec ou sans fondation.

**La surface des abris de jardin ne pourra excéder 6 mètres carrés.**

Les abris de jardin sont limités à un seul par propriété et ne devront pas être visibles depuis l'espace public. Ils sont autorisés sur l'ensemble du secteur 2 sauf sur la zone inondable repérée sur le plan de l'AVAP.

Ces ouvrages peuvent avoir des caractéristiques différentes de celles de l'habitat principal.

Les abris de jardins en tôle ne sont pas autorisés. Ils seront fait de bois peint ou lasuré.

Les couleurs seront sombres (vert, gris ou teinte bois) afin de s'insérer dans le paysage.

### 5.3.12 - Jardins et espaces verts

Les jardins et les espaces verts devront conservés leur aspect naturel. Les allées et autres cheminements devront être réalisés en stabilisé non bitumineux.

### 5.3.13 - Les cours et les surfaces de stationnement

Les cours et les surfaces de stationnement seront traitées en matériaux naturels ou d'aspect naturel : sable, granit, béton désactivé, pelouse consolidée, pelouse...



## **5.4 - LES ESPACES PUBLICS**

Les espaces publics, comme le tracé urbain, découlent de la formation de la ville. L'objectif des recommandations ci-après est de maintenir et de valoriser les paysages et les espaces publics suivant leur caractère particulier.

### **5.4.1 - Tracé et caractère des espaces publics**

#### **Recommandations**

Le tracé et la composition des espaces publics, tout en intégrant les fonctions et les besoins, devront préserver leur identité. Ainsi, les fonctions de stationnements ou les fonctions commerciales ne devront pas être les éléments dominants de composition de l'espace public.

### **5.4.2 - Matériaux et traitement des sols**

#### **Recommandations**

Les pavages ou dallages anciens seront conservés et restaurés. Le sol des ruelles et petites rues garderont un traitement à dominante minérale : chaque fois que cela sera possible, on éliminera les trottoirs et on retrouvera la disposition des rues anciennes avec pavage et caniveaux latéraux.

Pour les parties neuves on utilisera des matériaux naturels dont la nature, la teinte, l'aspect et la mise en œuvre sont en harmonie avec les matériaux des sols traditionnels de Sainte-Ménéhould.

### **5.4.3 - Plantations**

#### **Recommandations**

On intégrera dans l'aménagement des espaces publics des plantations d'arbres de hautes tiges dont l'essence et la trame de plantation seront rustiques et locales : esplanades de stationnements (arbres d'alignement), rues et places (essence ornementale), chemins (feuillus locaux...).

Les arbres seront implantés et gérés de façon à ne pas perturber les perspectives repérées au titre de l'AVAP.

Le remplacement des arbres, lorsque ce sera nécessaire, se fera par tranches afin de ne pas dénaturer le site.

On privilégiera le fleurissement en pleine terre.

### **5.4.4 - Les éléments isolés d'architecture de qualité**

#### **Recommandations**

Les ponts, parapets et berges en pierre seront conservés et valorisés dans l'aménagement des espaces publics. Ils seront restaurés selon les techniques mises en œuvre et les matériaux d'origine. Les garde-corps métalliques anciens seront conservés.

Les berges seront traitées soit avec des murs en pierres, soit avec des palplanches enduites, ou sablées et peintes, ou tout autre dispositif équivalent, soit avec des talus plantés.

#### 5.4.5 - Le mobilier urbain, l'éclairage public et la signalétique

##### **Recommandations**

Les éléments de mobilier et d'éclairage devront être implantés de façon à ne pas perturber les perspectives et les paysages urbains.

Une gamme cohérente de mobilier et d'éclairage devra être choisie.

Les éléments de signalisation (routière et d'information) devront être regroupés et implantés de façon à limiter leur impact visuel.

Les équipements divers et infrastructures lourdes (armoires d'éclairage urbain, transformateurs, conteneurs à déchets...) seront dissimulés, intégrés au bâti ou enfouis.

#### 5.4.6 - Les réseaux

##### **Recommandations**

Les réseaux de toute nature seront enfouis, dissimulés ou encastrés.

## **5.5 - LES DEVANTURES COMMERCIALES**

### **5.5.1 - Insertion à la rue et à la place**

L'aménagement de la façade commerciale (devanture, enseigne, bannière, éclairage) doit respecter l'architecture de l'immeuble et son environnement.

L'agencement de la devanture devra respecter le rythme parcellaire. Le regroupement de plusieurs locaux contigus ou l'installation d'un commerce dans un local chevauchant une ou plusieurs lignes séparatives ne pourra se traduire en façade par une devanture d'un seul tenant. Les devantures devront correspondre au rythme du découpage de chaque façade et respecter leurs structures respectives.

Les devantures ne dépasseront pas en hauteur le niveau inférieur du bandeau marquant le niveau bas du premier étage. Les auvents fixes sont interdits.

Les emprises sur la voie publique seront limitées par le règlement de voirie en vigueur. Seuls pourront être autorisés les aménagements précaires réduits ou le simple mobilier et les étalages mobiles, dans la mesure où ils n'apporteront aucune gêne pour la circulation piétonne.

### **5.5.2 - Insertion à l'immeuble**

Les devantures dégageront totalement les portes d'entrée d'immeubles et accès aux étages qui seront maintenus hors du cadre de l'agencement commercial et associés à la façade de l'immeuble.

L'agencement de la devanture devra faire correspondre autant que possible, les parties pleines (trumeaux) et les parties vides (baies) du rez-de-chaussée avec celles des étages supérieurs.

La mise à nu des poutres, poteaux et piliers de bois en façade n'est pas autorisée. On lui préférera des tableaux maçonnés et enduits reprenant les éléments de modénature de la façade en étage.

### **5.5.3 - Vitrine avec ou sans devanture**

Les devantures en applique pourront être constituées à l'image des devantures traditionnelles de Sainte-Ménehould d'un coffrage en bois peint, dans les tons prescrits pour les menuiseries traditionnelles.

Les devantures et les vitrines doivent respecter l'architecture de la façade existante et dans certains cas, permettent de la restituer.

Les principes suivants sont à appliquer :

- Dans le cas d'une construction neuve, le projet de vitrine sera conçu dès l'origine du projet, y compris en ce qui concerne l'enseigne, les éléments d'obturation et les systèmes de sécurité.
- Les menuiseries et les façades en bois de devantures seront peintes dans une teinte en harmonie avec la tonalité générale de l'immeuble. Les dispositifs de fermeture devront être intégrés à la façade.

- Les devantures seront conçues avec des matériaux traditionnels (pierre, bois) ainsi qu'avec des matériaux ayant des qualités liées au développement durable.
- Le nombre des matériaux employés pour la réalisation de la devanture est limité à 3, dont un seul pour le châssis des baies vitrées.
- Les systèmes d'occultation, de protection et de fermeture nocturnes devront être dissimulés au maximum en position d'ouverture.
- Les tentes et bannes mobiles sont autorisées dans la limite des règlements de voirie en vigueur à condition d'être totalement dissimulées en position de fermeture et ne porter aucune publicité de marque.

#### **5.5.4 - Les enseignes**

Un commerce ne peut disposer que d'une seule enseigne perpendiculaire et d'une seule enseigne parallèle par façade. Les enseignes devront respecter les rythmes architecturaux des bâtiments. L'enseigne sera placée entre le haut des baies du rez-de-chaussée et la barre d'appui des fenêtres du 1<sup>er</sup> étage au maximum et proportionnée à l'architecture de l'immeuble et à l'échelle de la rue.

La publicité étant interdite dans tout le secteur de l'AVAP, les enseignes incluant des annonces publicitaires ainsi que les pré-enseignes sont interdites.

##### **5.5.4.1 Les enseignes parallèles à la façade**

- Elles seront réalisées sur un panneau en cohérence avec la structure générale du bâtiment. Ce dernier n'excèdera pas 15 cm d'épaisseur.
- Ce panneau sera peint ou réalisé par le biais d'un support de type plexiglass afin de privilégier la transparence. Les lettres seront, soit peintes, soit découpées ou rapportées sur le panneau et n'excéderont pas 35 cm de hauteur, soit réalisées de manière « détachée », fixées directement sur la maçonnerie de la façade.
- Dans tous les cas, l'enseigne ne comportera que le nom du commerce, inscrit sur une seule ligne.
- Pour les devantures en applique, les enseignes doivent être intégrées dans le panneau.
- Les caissons entièrement lumineux ne sont pas autorisés ainsi que les panneaux clignotants ou diffusants des informations.

##### **5.5.4.2 Les enseignes en potence ou en drapeau**

Ce sont les enseignes situées dans un plan perpendiculaire à la façade. Est autorisée une enseigne en drapeau ou pendante, placée perpendiculairement à la façade, à raison d'une enseigne perpendiculaire par devanture commerciale. L'enseigne doit être d'une qualité décorative adaptée au caractère des lieux. Les enseignes perpendiculaires ne pourront être fixées dans des éléments de décors et seront posées au milieu d'une partie maçonnée.

Ce type d'enseigne ne dépassera pas une surface d'1/2 mètre carré, soit environ 70x70 cm au maximum.

L'éclairage sera indirect et continu. Les sources lumineuses seront discrètes et s'intégreront au mieux au commerce. Les caissons lumineux à lumière diffuse ne sont pas admis.

L'orientation des flux lumineux devra se concentrer sur les enseignes.

On apportera une attention toute particulière à la « chaleur » de la lumière car elle caractérise la couleur du flux lumineux.

**Les enseignes clignotantes ou cinétiques sont interdites.**

##### **5.5.4.3 Les enseignes au sol ou sur clôture**

Elles sont pas autorisées dans le périmètre de l'AVAP.

### **5.5.5 - Les terrasses commerciales**

- Les aménagements de terrasses commerciales sur l'espace public ou privé, ne doivent en aucun cas porter atteinte au caractère du lieu, mais au contraire concourir à la qualité du cadre bâti.

Rappel : Les installations commerciales sur domaine public sont soumises à autorisation et doivent conserver un caractère temporaire quotidien.

- Les aménagements destinés à pérenniser une terrasse commerciale ne sont pas autorisés sauf autorisation administrative.
- Les parasols, lambrequins et stores à caractère publicitaire, sont interdits. Le mobilier (sièges et tables) participe à la qualité architecturale et doit être de qualité adaptée au caractère des lieux.



## **5.6 - LES EQUIPEMENTS TECHNIQUES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES**

### **5.6.1 - Coffrets de branchement et de coupure**

Le positionnement des divers organes techniques tels que les coffrets de branchement ou de coupure doit être étudié de façon à être le plus discret possible.

### **5.6.2 - Branchements**

Les branchements s'effectueront en souterrain. La remontée depuis le sol le long des façades est interdite.

Les coffrets EDF-GDF s'ils sont indispensables seront implantés de façon discrète dans les soubassements ou les murs de clôture. Ils pourront être incorporés à des niches fermées par un portillon peint dans la teinte du mur.

D'autres solutions permettant une meilleure intégration (boîtiers de téléreport) seront recherchées chaque fois que possible.

### **5.6.3 - Boîtes aux lettres**

Les boîtes aux lettres doivent s'inscrire harmonieusement dans la composition d'ensemble.

### **5.6.4 - Ventilation Mécanique Contrôlée et chaudière à ventouse**

L'installation de groupes d'extraction et de conduites d'air en apparent sur toiture ou en applique sur façade est interdite.

Les groupes apparents existants doivent être systématiquement intégrés aux bâtiments ou supprimés. On veillera à ce que l'installation de chaudière à ventouse se fasse dans le respect du bâti existant en évitant toute sortie sur la façade donnant sur le domaine public.

### **5.6.5 - Les équipements de réception**

Les équipements de réception (antennes, paraboles, etc.) seront disposés de façon à ne pas être visibles du domaine public. On cherchera à intégrer les antennes par le choix d'un emplacement peu ou pas visible, utilisation des combles par exemple. Dans tous les cas, un positionnement en façade principale est strictement interdit.

L'installation des antennes paraboliques est autorisée sous réserve qu'elles restent totalement invisibles depuis l'espace public. Lorsque cela est possible, elles devront être implantées dans les combles ou dans les jardins. En cas d'implantation sur la façade, elles devront être placées en-dessous du niveau du faitage et seront de teinte neutre et de diamètre réduit.

Les paraboles seront peintes soit d'une teinte sombre, soit de la couleur du matériau sur lequel elles se positionnent.

### **5.6.6 - Les échangeurs de chaleur, les climatiseurs, les capteurs solaires, panneaux photovoltaïques et éoliennes**

Ils ne devront pas être visibles depuis le domaine public. On privilégiera l'implantation sur les bâtiments annexes.

## 5.7 - LES PLANTATIONS

Il est important d'étendre les recommandations architecturales aux plantations. En effet, les végétaux font partie intégrante de l'aménagement de la ville et des conseils s'imposent quant à leur choix selon la circonstance.

- Il faut adapter le choix des plantations aux caractéristiques géologiques du terrain.

Il est préférable de connaître la composition du sol afin d'évaluer les espèces qui s'y adapteront le mieux.

A défaut, on observera les plantations alentours ayant poussé spontanément et on choisira des espèces similaires.

- On pourra se servir de plantations comme des éléments architecturaux, par exemple, pour matérialiser une séparation ou habiller un mur aveugle.

**Le présent règlement demande d'utiliser des espèces autochtones qui sont déjà acclimatées et qui évitent la transmission de maladies.**

L'utilisation systématique de végétaux horticoles persistants (feuillus ou conifères) comme les thuyas, lauriers,... banalise le paysage et conduit à un environnement stérile. L'emploi de feuillus caducs, en particulier d'espèces locales, est favorable à la faune (oiseaux, insectes, petits mammifères) qui confortent l'image naturelle s'intégrant au mieux au paysage rural. Les végétaux champêtres confortent en même temps l'image de campagne car ils s'intègrent mieux au milieu rural.

Une haie libre associe comme une haie taillée des arbustes caducs et persistants, champêtres ou plus horticoles, à floraisons et fructifications échelonnées. La taille est plus ou moins sévère après la floraison de chaque espèce ou l'hiver. Sa hauteur est comprise entre 1 et 3 m. Il est préférable d'associer différentes espèces au sein de la haie.

Les avantages d'une haie associant différentes espèces sont les suivants :

- **un meilleur équilibre écologique.** Plus la variété végétale est importante, plus la faune peuplant la haie et le nombre d'animaux se nourrissant des baies est importante.
- **une meilleure résistance aux maladies et au gel.** Si une espèce végétale est atteinte et meurt, les autres vont tout naturellement occuper sa place. De plus, le mélange des espèces limite la contamination des plantes d'une même espèce entre elles.
- **une meilleure intégration au paysage environnant.** Les haies mixtes changent continuellement de teintes au cours des saisons grâce à la succession des fleurs, des feuillages et des fruits.
- **un meilleur garnissage.** Les espèces se complètent entre elles et forment ainsi une protection plus rapide et efficace.

### **Les plantes vivaces**

La présence en pied de mur, dans l'espace public, de massifs de plantes mêlant souvent arbustes et plantes vivaces fleuries est particulièrement agréable, bien caractéristique des villages ruraux et bien plus efficace qu'un fleurissement de ville en jardinière souvent très typé.

L'emploi de plantes vivaces tels que les iris, pivoines, asters, marguerites, géranium, delphinium, chardons, campanules, verveines, valérianes, acanthes, sauges vivaces, achillées, sedum, etc. offre également l'avantage de réduire l'entretien du jardin.

## **5.8 - LES BATIMENTS PUBLICS**

Les bâtiments publics n'auront pas forcément le même caractère et le même aspect que les bâtiments d'habitat environnant.

## 6. RÈGLEMENT AVAP SECTEUR 2

### 6.1 - Occupation du Sol

Les constructions nouvelles sont interdites à l'exception des constructions nécessaires à la gestion des espaces naturels ou au développement des équipements d'intérêt collectif.

L'évolution de constructions existantes nécessaires à la gestion des espaces naturels ou le développement des loisirs est autorisée dans la mesure où ces constructions s'intègrent de façon harmonieuse à l'environnement naturel et paysager et ne mettent pas en péril la perception des éléments patrimoniaux protégés au titre des Monuments Historiques ou de l'AVAP.

### 6.2 - Accès et voiries publics ou privées

Les créations ou élargissement des voies de dessertes existantes ne peuvent être acceptées que dans le cadre d'un projet global de restructuration ou d'aménagement qui assurerait une meilleure mise en valeur des terrains considérés, avec l'accord du Maire et de l'Architecte des Bâtiments de France.

### 6.3 - Implantation des constructions

Les nouvelles constructions entrant dans la catégorie des constructions autorisées doivent être implantées de manière à s'intégrer au mieux dans les structures paysagères existantes. D'une manière générale et dans la mesure du possible, elles devront être implantées à proximité immédiate des ensembles bâtis existants de même nature ou à proximité des masses boisées existantes.

Les constructions isolées sont interdites. En cas d'obligation démontrée, elles devront prévoir des dispositifs paysagers ou d'accompagnement suffisants pour permettre une bonne intégration (intégration au relief, réalisation des haies ou de boisements prolongeant les structures végétales existantes).

### 6.4 - Hauteur des constructions

Les nouvelles constructions doivent s'intégrer avec discrétion à un ensemble bâti existant. Leur hauteur devra rester inférieure à celles des constructions voisines. Le relief doit être un élément déterminant qui doit permettre une bonne intégration des constructions nouvelles (bâtiments semi-enterrés par exemple). Si pour des raisons techniques, la hauteur devait être supérieure, une étude de silhouette intégrant les aspects paysagers ou une préfiguration du site, devra être produite afin de vérifier son impact sur le paysage communal.

### 6.5 - Aspect extérieurs des constructions

**Le bâti existant :** Il est autorisé des extensions aux constructions existantes ; celles-ci doivent recourir à une architecture intégrant les volumétries et les rythmes de composition des constructions d'origine.

**Les constructions neuves autorisées :** Les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou modifier, ne doivent pas être de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels.

## 6.6 - Clôtures

Les haies, les talus et murs existants doivent être maintenus, soigneusement entretenus et si nécessaire reconstruits.

Les nouvelles clôtures doivent être réalisées en cohérence avec le paysage et les éléments déjà existants, tant en terme de matériaux que de forme et de couleurs.

## 6.7 - Abris de jardin

L'abri de jardin est une petite construction destinée à protéger des intempéries le matériel de jardinage, outils, machines, mobilier de jardin, bicyclettes.....

Un abri de jardin peut être démontable ou non, avec ou sans fondation.

**La surface des abris de jardin ne pourra excéder 6 mètres carrés.**

Les abris de jardin sont limités à un seul par propriété et ne devront pas être visibles depuis l'espace public. Ils sont autorisés sur l'ensemble du secteur 2 sauf sur la zone inondable repérée sur le plan de l'AVAP.

Ces ouvrages peuvent avoir des caractéristiques différentes de celles de l'habitat principal.

Les abris de jardins en tôle ne sont pas autorisés. Ils seront fait de bois peint ou lasuré.

Les couleurs seront sombres (vert, gris ou teinte bois) afin de s'insérer dans le paysage.

## 6.8 - Plantations

Il est important d'étendre les recommandations architecturales aux plantations. En effet, les végétaux font partie intégrante de l'aménagement de la ville et des conseils s'imposent quant à leur choix selon la circonstance.

- Il faut adapter le choix des plantations aux caractéristiques géologiques du terrain.

Il est préférable de connaître la composition du sol afin d'évaluer les espèces qui s'y adapteront le mieux.

A défaut, on observera les plantations alentours ayant poussé spontanément et on choisira des espèces similaires.

- On pourra se servir de plantations comme des éléments architecturaux, par exemple, pour matérialiser une séparation ou habiller un mur aveugle.

**Le présent règlement demande d'utiliser des espèces autochtones qui sont déjà acclimatées et qui évitent la transmission de maladies.**

L'utilisation systématique de végétaux horticoles persistants (feuillus ou conifères) comme les thuyas, lauriers,... banalise le paysage et conduit à un environnement stérile. L'emploi de feuillus caducs, en particulier d'espèces locales, est favorable à la faune (oiseaux, insectes, petits mammifères) qui confortent l'image naturelle s'intégrant au mieux au paysage rural. Les végétaux champêtres confortent en même temps l'image de campagne car ils s'intègrent mieux au milieu rural.

Une haie libre associe comme une haie taillée des arbustes caducs et persistants, champêtres ou plus horticoles, à floraisons et fructifications échelonnées. La taille est plus ou moins sévère après la floraison de chaque espèce ou l'hiver. Sa hauteur est comprise entre 1 et 3 m. Il est préférable d'associer différentes espèces au sein de la haie.



Les avantages d'une haie associant différentes espèces sont les suivants :

- **un meilleur équilibre écologique.** Plus la variété végétale est importante, plus la faune peuplant la haie et le nombre d'animaux se nourrissant des baies est importante.
- **une meilleure résistance aux maladies et au gel.** Si une espèce végétale est atteinte et meurt, les autres vont tout naturellement occuper sa place. De plus, le mélange des espèces limite la contamination des plantes d'une même espèce entre elles.
- **une meilleure intégration au paysage environnant.** Les haies mixtes changent continuellement de teintes au cours des saisons grâce à la succession des fleurs, des feuillages et des fruits.
- **un meilleur garnissage.** Les espèces se complètent entre elles et forment ainsi une protection plus rapide et efficace.

### **Les plantes vivaces**

La présence en pied de mur, dans l'espace public, de massifs de plantes mêlant souvent arbustes et plantes vivaces fleuries est particulièrement agréable, bien caractéristique des villages ruraux et bien plus efficace qu'un fleurissement de ville en jardinière souvent très typé.

L'emploi de plantes vivaces tels que les iris, pivoines, asters, marguerites, géranium, delphinium, chardons, campanules, verveines, valérianes, acanthes, sauges vivaces, achillées, sedum, etc. offre également l'avantage de réduire l'entretien du jardin.

## **6.9 - Jardins et espaces verts**

Les jardins et les espaces verts devront conservés leur aspect naturel. Les allées et autres cheminements devront être réalisés en stabilisé non bitumineux.

## **6.10 - Vues et perspectives**

Le diagnostic a mis en valeur des zones particulières au titre des paysages et des vues sensibles. Certains secteurs ont été définis comme étant sensibles du fait des perspectives remarquables ou des points de vue sur des éléments du patrimoine de Sainte-Ménehould. Les espaces libres de constructions et de plantations permettent des vues vers des objets paysagés remarquables.

Dans les cônes de vue repérés dans le plan de l'AVAP, toute construction, aménagement, clôture haute ou plantation d'arbre de haute tige susceptible de fermer ou dénaturer la perspective et le point de vue sera interdite.

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨ ⑩ ⑪ ⑫ ⑬ ⑭ ⑮ ⑯ ⑰ ⑱ ⑲ ⑳ ㉑ ㉒ ㉓ ㉔ ㉕ ㉖ ㉗ ㉘ ㉙ ㉚ ㉛ ㉜ ㉝ ㉞ ㉟ ㊱ ㊲ ㊳ ㊴ ㊵ ㊶ ㊷ ㊸ ㊹ ㊺ ㊻ ㊼ ㊽ ㊾ ㊿

- **Arc**

En architecture, un arc est tout assemblage de pierre, de moellon ou de brique destiné à franchir un espace plus ou moins grand au moyen d'une courbe (ou par la rencontre de deux éléments courbes), reposant sur deux points d'appui, les piédroits, et destiné à couvrir une baie, une ouverture ou une distance à l'intérieur d'une maçonnerie de mur plein.

- **Baie (moulurée)**

Une baie est une ouverture dans un mur. Elle est destinée à laisser un passage à travers le mur pour permettre aux hommes ou aux animaux de circuler (la porte et le portail), pour éclairer, pour aérer (la fenêtre). Une baie moulurée est une baie ornée par des éléments de modénature.

- **Bandeau filant**

Saillie horizontale continue longeant le nu d'une façade correspondant généralement au niveau des planchers bruts. Pour les bâtiments à ossature et bardages métalliques, le bandeau est une pièce rapportée en extrémité haute de la façade, le long de la ligne d'égout, afin de masquer le chéneau et l'élément rive de la toiture.

- **Brisis**

Le brisis est la partie inférieure d'une toiture en combles à la Mansart. Il est situé sous la ligne de bris et sous le terrasson.

- **Claire-voie (dispositif)**

Composé d'éléments qui laissent passer la lumière.

- **Coyaux**

Petite pièce de charpente prolongeant la couverture, posée à la base des chevrons permettant d'éloigner les eaux pluviales des murs.

- **Châinage**

Un chaînage est une partie rigidifiant horizontalement ou verticalement un mur en appareil de brique, de pierre taillée ou de blocs en béton.

- **Châssis de fenêtre, de toit**

Le châssis d'une fenêtre est le cadre qui supporte le vitrage. Le châssis de toit est un châssis vitré ayant la même pente que le toit dans lequel il est fixé. C'est une fenêtre percée sur un toit (directement intégrée ou sur une costière) dont le châssis, en bois ou métallique d'une seule pièce, s'ouvre par rotation (châssis oscillant) et/ou projection panoramique (châssis à tabatière).

- **Chevronnage**

Pièce de bois fixée sur les charpentes suivant la ligne de pente pour porter les supports horizontaux des matériaux de couverture comme les lattes ou les liteaux. Le chevronnage est l'ensemble des chevrons d'un toit.

- **Combles à la Mansart**

Les combles à la « Mansart » sont des combles dont chaque versant est formé de deux pentes différentes. Comble à la Mansart, mansarde, appelé aussi comble mansardé ou comble brisé la ferme est placée sur une structure quasiment rectangulaire, chaque versant du toit a deux pans inclinés (brisis, pan inférieur plus pentu et terrasson).

### ○ **Corniche**

Une corniche est un couronnement continu en saillie d'un élément, d'un meuble (armoires par exemple) ou d'une construction. La corniche est le plus souvent horizontale, mais peut être également en pente si elle se développe le long du rampant d'un fronton par exemple. Elle a pour usage d'évacuer l'eau sans endommager la façade, et permet aussi de souligner certaines lignes du bâtiment, comme la distinction des étages..

### ○ **Dévirure**

Pente latérale donnée aux tuiles de rive insérées dans un solin ou une pénétration (ruellée), afin de mieux renvoyer l'eau en pleine couverture : on noie dans un mortier le bord des tuiles ainsi que des morceaux de tuiles cassées, ou nigoteaux.

### ○ **Egout de toit**

L'égout de toit est la partie basse des versants de toiture, souvent délimitée par une planche. L'égout surplombe la gouttière, permettant l'évacuation des eaux de pluie en évitant les risques d'infiltration.

### ○ **Enduit à la truelle, taloché, tyrolien, à pierre vue**

1 – L'enduit est lissé avec une truelle : sa finition est uniforme et lisse.

2 – L'enduit est taloché car frotté à la taloche (planchette munie d'une poignée), il présente une surface relativement lisse sans aspérité importante.

3 - La tyrolienne ou machine à crépir est une boîte en tôle électro-zinguée pouvant projeter de l'enduit de façade sur les maçonneries grâce à l'action d'un rotor, muni de lamelles en acier inoxydable. La finition de l'enduit à la tyrolienne est rugueuse.

4 – L'enduit à pierre vue : finition d'un mur où l'enduit affleure le nu des pierres, de façon à n'en laisser voir que les arêtes et les faces les plus saillantes.

Les éléments d'encadrements ou les chaînages sont au même niveau que la maçonnerie de remplissage. Les irrégularités des encadrements restent visibles.

### ○ **Faitage**

Partie de la toiture reliant horizontalement les extrémités supérieures de ses versants.

### ○ **Ferrure**

Une ferrure est une pièce métallique servant à unir deux parties d'un meuble, d'une fenêtre, etc.

### ○ **Joint beurré, en creux ou ruban**

1 - Le joint beurré ne laisse apparaître que la tête de la pierre. Ce type de joint est très courant dans les maçonneries de moellons grossièrement équarris.

2 - Le joint en creux est en retrait par rapport au nu de la maçonnerie. On dit qu'il est creusé.

3 - Le joint ruban est aplati sur la maçonnerie comme un ruban. Qui a une forme de ruban.

### ○ **Lattis**

C'est un ouvrage fait en lattes (lames de bois).

### ○ **Linteau**

Partie horizontale qui sert à soutenir le mur au-dessus d'un percement. Il peut être de bois, de pierre, de brique, de métal ou de béton. Dans les murs épais, le linteau est souvent double et peut être constitué de deux matériaux différents. Le linteau affleure le nu du mur extérieur afin de ne pas retenir l'eau de pluie.

- **Lucarne à fronton, à capucine, meunière, à foin**

Une lucarne est une baie verticale placée en saillie sur la pente d'une toiture, pour donner du jour, de l'aération et/ou l'accès au comble. La lucarne est composée d'une façade verticale, de deux côtés (appelés « joues » ou « jouées ») et d'une couverture généralement à 2 ou 3 pentes (croupe) formant des noues avec le pan de toiture principal.

La lucarne est un ouvrage de charpente qui dépend de la toiture, même si sa façade peut être en maçonnerie.

1 - La lucarne à fronton se caractérise par son fronton triangulaire ou curviligne.

2 - La lucarne à capucine appelée aussi lucarne capucine ou lucarne à croupe, est couverte d'un toit à trois pentes dont une croupe sur le devant.

3 - La lucarne meunière ou lucarne pendante, placée à l'aplomb de la façade et dont la baie descend en dessous de la toiture.

4 - Lucarne à foin n'a pour seul vocation que celle de faire entrer le foin au grenier.

- **Modénature**

Ensemble des profils ou des moulures d'un édifice. De nombreux éléments, qui apparaissent comme décor sur les façades en pierres taillées, ont avant tout une fonction technique, structurelle ou de protection du mur contre les écoulements d'eau.

- **Moellons de pierres**

Pierres grossièrement taillées ou non, de petites dimensions. Servaient à construire les murs et étaient généralement enduits.

- **Moulures**

Une moulure, dans le domaine des beaux-arts et de la décoration, est un élément d'ornementation composant la modénature.

- **Mur bahut**

Mur bas destiné à porter une grille, un grillage, etc.

- **Oculus**

Petite baie circulaire ou ovale, sans fenêtre, ménagée dans un mur. Cette ouverture est très présente sur certaines granges pour l'éclairage et la ventilation. Entourée de brique ou de tuffeau, elle est souvent axée sur les entrées ou les pignons.

- **Penture**

Une penture est une pièce de quincaillerie. C'est un morceau de fer plat replié en rond à une extrémité de manière à y former un œil destiné à recevoir le mamelon d'un gond. Elle est attachée sur la surface d'une porte ou d'un contrevent, de manière à la suspendre solidement et à la faire mouvoir, tout en la maintenant bien stable. Les pentures sont clouées ou boulonnées aux vantaux.

- **Pignon ouvert / Pignon aveugle**

Un pignon est un mur en forme triangulaire soutenant les pannes et le faîtage d'une charpente.

Le pignon ouvert comporte des ouvertures, le pignon aveugle n'en comporte aucune.

- **Rives**

La rive est l'extrémité du toit sur un pignon.

- **Terrasson**

Le terrasson forme la partie supérieure du toit « à la Mansart ».



- **Vantail**

Synonyme de battant, le vantail est un panneau plein, châssis vitré ou grille de fermeture pivotant sur un des gonds.

- **Volets à persiennes, demi-persiennés, demi-pleins, à larges lames à la française, en tableau**

1 - Volet à persienne : Une persienne est un contrevent fermant une baie, en une seule pièce ou composé de plusieurs vantaux, et comportant (à la différence du volet plein) un assemblage à claire-voie de lamelles inclinées qui arrêtent les rayons directs du soleil tout en laissant l'air circuler.

2 - Volet demi-persienné et demi-plein : volet qui est plein sur sa partie basse et persienné sur sa partie haute.

3 - Persiennes à larges lames à la française : remplissage intérieur par lames arasées avec ajours (contrairement aux persiennes américaines qui ont des lames arrondies).

4 - Volets posés en tableau : le tableau est la partie de l'encadrement d'une baie de porte ou de fenêtre, qui est en dehors de la fermeture. Le volet est posé au nu du mur.